



Conseil de sécurité

Soixante-treizième année

8345^e séance

Vendredi 7 septembre 2018, à 9 h 30

New York

Provisoire

Président : M^{me} Haley (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Bolivie (État plurinational de)	M. Llorentty Solíz
Chine	M. Ma Zhaoxu
Côte d'Ivoire	M. Ipo
Éthiopie	M ^{me} Guadey
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Delattre
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Kazakhstan	M. Umarov
Koweït	M. Al Jarallah
Pays-Bas	M. Van Oosterom
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M ^{me} Wronecka
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce
Suède	M. Skoog

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 9 h 35.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, et M. John Ging, Directeur de la Division des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

M. De Mistura participe à la séance d'aujourd'hui par vidéoconférence depuis Genève.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite la bienvenue à M. De Mistura et lui donne la parole.

M. De Mistura (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner l'occasion de prendre la parole devant le Conseil de sécurité. Nous pensons que la présente séance tombe à point nommé, d'autant plus qu'elle va mettre un accent particulier sur la situation à Edleb, dont nous entendons parler depuis plusieurs jours. Nous sommes tous extrêmement préoccupés par le fait que tous les éléments en place risquent de déclencher une véritable catastrophe aux conséquences humanitaires et autres potentiellement dévastatrices. Tout d'abord, qu'il me soit permis de fournir un résumé de la situation. Je suis sûr que John Ging pourra évoquer certains des aspects humanitaires.

D'après les estimations indépendantes les plus fiables dont dispose l'ONU, la province d'Edleb compte au minimum 2,9 millions de personnes. Je le répète : 2,9 millions de personnes – près de 3 millions, en fait. Parmi elles, il y a 1 million d'enfants, et 1,4 million de personnes qui ont déjà été déplacées au moins une fois. Des groupes terroristes inscrits sur la liste du Conseil de sécurité sont également présents, notamment des combattants étrangers non syriens, ainsi que certains qui ont commis de terribles actes dans de nombreux autres lieux. On recense également des éléments de l'opposition armée, dont un grand nombre

ont été évacués à Edleb dans le cadre des accords de réconciliation et qui ne sont pas membres de groupes terroristes. Une majorité écrasante des habitants de la province d'Edleb – 98,5 % – sont des civils.

Le Président Assad a déclaré que la priorité du Gouvernement syrien était toujours de restaurer la souveraineté du pays et de triompher des terroristes. De hauts responsables du Gouvernement ont également affirmé que reprendre le contrôle d'Edleb était le prochain objectif. De hauts responsables iraniens et russes ont évoqué dans des termes forts leur propre détermination à purger Edleb des terroristes. Dans le même temps, ils ont indiqué que, premièrement, le Gouvernement préférerait des accords dits de réconciliation plutôt qu'une action militaire; deuxièmement, qu'une entente russo-turque était essentielle; et, troisièmement, que la Syrie ne voulait pas d'un affrontement avec la Turquie. Il s'agit là de déclarations récentes faites par des responsables du Gouvernement syrien.

La Russie a engagé un dialogue intense avec la Turquie en particulier et, comme le Conseil le sait, tous les regards sont braqués sur ce qui pourrait découler – ou qui a découlé – de la réunion au sommet entre les Présidents iranien, russe et turc, qui vient de s'achever à Téhéran. Entre-temps, selon certaines informations, le Gouvernement et les forces qui lui sont affiliées seraient en train de déployer davantage de troupes et de matériel à proximité de la zone de désescalade d'Edleb – oui, Edleb était, et est encore officiellement, une zone de désescalade. Des frappes aériennes et des tirs d'artillerie par toutes les parties ont été signalés aux alentours d'Edleb ces derniers mois, faisant des morts et des blessés dans tous les camps, et se sont intensifiés depuis le 4 septembre.

Par ailleurs, le chef de ce qui est connu sous le nom de Hay'at Tahrir el-Cham – il s'agit en fait du Front el-Nosra, appelons-le par son nom – a publiquement signalé l'intention de ce groupe de se battre. Le 2 septembre, des photos de drones armés ont été diffusées en ligne après leur atterrissage dans la plaine du Ghab. Apparemment, des avions de la Fédération de Russie de même modèle ont été utilisés pour mener plusieurs attaques contre la base aérienne de Khmeimim ces derniers mois.

Les groupes d'opposition armés présents à Edleb, quant à eux, seraient en train de fortifier leurs positions, de creuser des tunnels et des tranchées et de faire exploser des ponts. Nombre de ces groupes d'opposition armés – qui ne sont pas des groupes terroristes – ont demandé publiquement aux garants du

processus d'Astana de tout mettre en œuvre pour trouver une solution non militaire. Depuis le début du mois d'août, la quasi-totalité des groupes d'opposition armés qui se trouvent à Edleb se sont rangés sous la bannière de ce qu'on qualifie de « front de libération nationale ». Il y a parmi eux plusieurs groupes qui ont mené des opérations sous la même bannière que le Front el-Nosra par le passé. Si cela est confirmé, et c'est ce que nous croyons comprendre, cela peut être considéré comme un signe de leur volonté de se dissocier du Front el-Nosra. Nous espérons que ces groupes prendront d'autres mesures pour se dissocier des groupes terroristes inscrits sur la liste du Conseil. Je précise à cet égard qu'à la fin du mois d'août, la Turquie a clairement indiqué qu'elle considérerait Hay'at Tahrir el-Cham – le Front el-Nosra – comme une organisation terroriste, envoyant ainsi un signal fort aux groupes armés qu'ils devaient désormais se dissocier du Front el-Nosra. Les déclarations et les contre-déclarations faisant état de l'emploi potentiel d'armes chimiques ont donné lieu à des avertissements et à des contre-avertissements concernant les dangers d'une attaque à grande échelle contre Edleb, et nous avons assisté à une intensification de la présence militaire dans la région.

Je viens de décrire aux membres du Conseil de sécurité tous les éléments d'un terrible concours de circonstances. Les risques sont graves, car toute bataille pour le contrôle d'Edleb serait une bataille horrible et sanglante. Ce sont les civils qui en seraient les victimes potentielles et en cas d'attaque à grande échelle, il y aurait des risques inévitables d'incidents ou d'escalade rapide impliquant des acteurs régionaux et internationaux. N'oublions pas qu'après Edleb, il n'y aura pas d'autre Edleb où les populations pourraient être évacuées, ou du moins se sentir plus en sécurité pendant les combats. Il doit y avoir une autre solution qu'une escalade militaire d'envergure. Le Conseil de sécurité ne peut pas accepter que les civils d'Edleb subissent un tel sort.

Les efforts déployés pour lutter contre le terrorisme ne l'emportent pas sur les obligations découlant du droit international et de la conscience morale de l'humanité. Nous devons placer le caractère sacré des vies humaines civiles au-dessus de toute autre considération. C'est pour cette raison que nous-mêmes et toutes les parties prenantes devons impérativement apporter notre contribution pour trouver une formule permettant de prévenir une terrible tragédie, tout en faisant en sorte que le problème des groupes terroristes désignés comme tels par le Conseil de sécurité soit réglé.

Dans la déclaration qu'ils ont publiée, les Présidents Poutine, Erdoğan et Rouhani indiquent qu'ils ont décidé d'aborder la situation à Edleb « dans l'esprit de coopération qui a caractérisé le format Astana ». Nous n'avons pas plus de détails à ce sujet. Nous voudrions savoir ce que cela signifie dans la pratique afin de pouvoir régler cette question. Ils sont les garants de la dernière zone de désescalade et ont par conséquent une influence directe – et franchement, une responsabilité – sur la manière de régler cette question. Je suis sûr qu'Edleb figure en tête de leurs priorités, comme on a pu le voir lors de la réunion de Téhéran.

Je compte également sur d'autres acteurs clefs, y compris le Golfe et de nombreux autres pays, qui ont de l'influence sur les groupes d'opposition armés non terroristes pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin que ces groupes donnent la priorité aux civils et se dissocient du Front el-Nosra. Je suis préoccupé par les informations selon lesquelles de nombreux groupes – mais pas tous – sont de plus en plus désespérés et dans certains cas, se montrent impitoyables.

Mon collègue John Ging, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, va expliquer aux membres du Conseil ce qu'il faut faire sur le plan humanitaire pour protéger les civils et parler du plan d'aide humanitaire. Je voudrais toutefois insister sur le fait que les gens devraient pouvoir se rendre en toute sécurité là où ils ont choisi d'aller, s'ils veulent quitter cette zone temporairement. Nous devons faire en sorte qu'un nombre suffisant de voies d'évacuation volontaire sécurisées soient ouvertes pour les civils dans toutes les directions – vers l'est, le nord et le sud. Pour cela, il faut garantir à l'ONU l'accès nécessaire. L'ONU est prête, y compris moi-même et certainement tous mes collègues de l'équipe humanitaire, à travailler avec toutes les parties qui sont sur place et ailleurs pour élaborer les modalités et les paramètres permettant de mettre en place une voie d'évacuation opérationnelle, le cas échéant, dans le plein respect du droit international humanitaire et des principes des droits de l'homme.

Je voudrais en outre réitérer la position claire du Secrétaire général, à savoir que tout emploi d'armes chimiques est entièrement et totalement inacceptable. Comme l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques l'a constaté, la norme contre l'emploi d'armes chimiques a été violée à plusieurs reprises en Syrie. Cela ne doit pas se reproduire. Je ne saurais trop insister sur les dangers liés à tout emploi allégué de ces armes, non seulement sur le plan humanitaire, mais s'agissant

également de la grave menace que cela fait peser sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En outre, je tiens à rappeler que l'écrasante majorité des civils tués en Syrie ont été victimes d'attaques aveugles, ou parfois ciblées, menées à l'aide d'armes classiques. De telles attaques sont également odieuses et inacceptables.

Toutes ces rumeurs concernant une attaque qui pourrait provoquer une catastrophe à Edleb se propagent exactement alors que nous entendons parler de discussions sérieuses sur la création d'une commission constitutionnelle et de la volonté d'exhorter les réfugiés syriens à rentrer dans leur pays. Ces discours ne concordent pas. Soit nous essayons de trouver un moyen politique de mettre fin à la guerre et de passer à un scénario politique d'après-guerre, soit la guerre va atteindre des niveaux d'horreur sans précédent. C'est pourquoi la réunion d'aujourd'hui à Téhéran est si importante, et c'est pourquoi je vais tenir une réunion avec l'Iran, la Russie et la Turquie à Genève lundi et mardi, et ensuite avec l'Égypte, la France, l'Allemagne, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et les États-Unis vendredi. Ce sera l'échec ultime de l'imagination et la fin de la diplomatie si, en dépit de tous ces efforts, l'activité militaire continue tout simplement de s'intensifier.

Je voudrais conclure par deux observations.

J'ai vu beaucoup d'habitants – des civils – d'Edleb aujourd'hui, y compris des femmes, de nobles médecins, des agriculteurs et des gens issus de divers milieux, environ 3 millions. Ils ont organisé des manifestations pacifiques et allumé des bougies pendant la nuit pour montrer que ce sont des gens ordinaires qui vivent dans toutes ces maisons, pas nécessairement des terroristes. Il s'agit au total de 3 millions de civils. J'ai été touché par ce qu'ils m'ont dit. Ils nous ont demandé – ils ont demandé à l'ONU, par l'intermédiaire du Conseil – de faire entendre notre voix également. Dans ce contexte, puisque nous sommes en train de parler de séparer les terroristes d'autres groupes, de protéger les civils et de la possibilité de donner aux civils voix au chapitre, et comme on m'a demandé si nous – l'ONU – avions des idées à présenter, je voudrais dire que nous avons des idées, et je me permettrai d'en parler en détail lorsque les membres du Conseil seront réunis à huis clos. Il faut donner une chance à toute idée ou proposition visant à faire en sorte que cette situation ne devienne la plus grande tragédie humanitaire à la fin du conflit le plus dévastateur de l'histoire récente.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. De Mistura de son exposé.

Au cours de cette présidence, nous tenons toutes les séances en public. Nous voulons apprendre de M. De Mistura ce que les civils ont à dire et ce qu'ils pensent. Nous lui serions reconnaissants de le dire publiquement et de nous faire savoir ce qu'il en pense. S'il a d'autres commentaires à faire après que nous aurons terminé, nous les entendrons plus que volontiers, s'il ne voit aucun inconvénient à ce que cela soit rendu public.

Je donne de nouveau la parole à M. De Mistura.

M. De Mistura (*parle en anglais*) : Sur la base de votre autorisation et de votre demande, Madame la Présidente, je ne vois aucun inconvénient à agir de la sorte. En effet, toutes nos propositions sont et doivent être publiques. Je me ferai un plaisir de présenter ces informations. Je demande seulement qu'on me donne véritablement une chance de le faire. Je ne voudrais pas manquer l'occasion de faire une vraie proposition et de voir ensuite si quelqu'un d'autre a d'autres propositions à faire. Je serai heureux tant que nous ne nous contenterons pas de dire que c'est une chose horrible et que nous espérons qu'elle n'arrivera pas.

La Présidente (*parle en anglais*) : Nous sommes tout à fait d'accord avec l'intervention de M. De Mistura et l'apprécions pleinement.

Je donne maintenant la parole à M. Ging.

M. Ging (*parle en anglais*) : La semaine dernière, lors de l'exposé mensuel sur la situation humanitaire en Syrie (voir S/PV.8322), j'ai informé le Conseil de sécurité de l'évolution récente de la situation à Edleb, des mesures que nous prenons actuellement pour y remédier, ainsi que de la planification et des préparatifs en cours au cas où la situation viendrait à se détériorer. Aujourd'hui, je ferai le point sur la situation et sur la réponse humanitaire à y apporter.

Comme l'a déclaré l'Envoyé spécial, sur les quelque 3 millions de personnes vivant dans la zone de désescalade d'Edleb, qui comprend des parties des provinces d'Edleb, d'Alep, de Lattaquié et de Hama, 2,1 millions, dont 1,4 million de personnes déplacées, ont besoin d'une aide humanitaire. Alors que notre réponse humanitaire se concentre actuellement sur l'aide à apporter aux 2,1 millions de personnes dans le besoin, nous nous inquiétons de la protection et de la sécurité de tous les civils vivant dans la région si les hostilités s'intensifiaient.

Le 4 septembre, de nouvelles frappes aériennes et terrestres dans les zones rurales de l'ouest et du sud d'Edleb, ainsi que dans la zone rurale du nord de Hama, ont fait des victimes civiles et causé des déplacements. De lourds bombardements de la région de Jisr el-Choughour, dans les zones rurales de l'ouest d'Edleb, ont fait 13 morts parmi les civils, dont au moins quatre enfants, et blessé 20 autres civils. Le 6 septembre, un hôpital près de Kafr Zeïta, dans le nord de Hama, aurait été touché par une frappe aérienne, bien qu'il eût été déclaré hors conflit. Nous continuons également de recevoir des informations faisant état d'engins explosifs improvisés et d'autres attaques tuant et mutilant des civils dans les zones peuplées de l'ensemble de la province d'Edleb, notamment des travailleurs humanitaires. Rien qu'au mois d'août, au moins trois médecins ont été tués.

En raison de l'insécurité, les écoles ont été provisoirement fermées dans l'ouest d'Edleb, autour de Jisr el-Choughour et des communautés environnantes. Des points de passage cruciaux entre des zones contrôlées par le Gouvernement et des zones contrôlées par l'opposition seraient également fermés, pour certains en raison de la destruction de ponts par des groupes d'opposition armés non étatiques. En plus de restreindre la liberté de circulation de la population, cela a également contribué à l'augmentation du prix des denrées alimentaires et aux pénuries.

À la demande des organisations humanitaires, l'ONU a fourni aux commandants de groupes armés des informations sur les moyens de réduire les risques de conflit pour 125 sites humanitaires d'Edleb. Ces informations ont été communiquées pour faciliter l'identification par les parties des installations humanitaires, entrepôts, bureaux et sites où l'aide humanitaire est fournie aux personnes dans le besoin. Dans leurs opérations militaires, toutes les parties sont tenues de prendre constamment soin d'épargner les civils et les biens de caractère civil, notamment les travailleurs humanitaires et les installations humanitaires. Tous les sites déclarés hors conflit qui sont signalés comme ayant été pris pour cible doivent immédiatement faire l'objet d'une enquête.

L'ONU et les organisations non gouvernementales continuent de mettre en œuvre une vaste opération humanitaire dans l'ensemble de la province d'Edleb, 2 millions de personnes en moyenne bénéficiant chaque mois de l'aide transfrontière depuis la Turquie.

Outre la fourniture d'une assistance, des efforts sont en cours pour faire en sorte qu'il soit possible

de venir en aide aux personnes dans le besoin en cas d'intensification des hostilités. Nos équipes à Damas et à Gaziantep ont élaboré ensemble un plan de préparation qui prévoit une réponse coordonnée et flexible pour la population touchée dans la période à venir. Des plans sont en place pour aider jusqu'à 900 000 femmes, enfants et hommes qui pourraient être touchés par le conflit, y compris jusqu'à 700 000 personnes qui pourraient être déplacées à l'intérieur de la province d'Edleb et ailleurs en raison d'éventuelles hostilités. Par ailleurs, nous estimons que jusqu'à 100 000 personnes pourraient passer dans des zones contrôlées par le Gouvernement. En outre, si le conflit s'étend à la région de Tell Rifaat, nous estimons que 100 000 autres personnes pourraient chercher à se déplacer vers d'autres zones de la province d'Alep ou vers le nord-est de la Syrie.

L'aide humanitaire est déjà positionnée à l'intérieur de la province d'Edleb, ainsi que dans les zones environnantes des provinces d'Alep, Lattaquié et Hama. Elle se compose notamment de rations alimentaires prêtes à consommer suffisantes pour permettre à non moins de 850 000 personnes de tenir une semaine, distribuées dans le cadre d'opérations transfrontalières via la Turquie et depuis l'intérieur de la Syrie. En outre, des articles non alimentaires, des abris, du matériel d'approvisionnement en eau et d'assainissement, des produits d'hygiène et des fournitures médicales sont également en cours de positionnement. Rien que le mois dernier, l'Organisation mondiale de la Santé a envoyé plus de 25 tonnes de fournitures à Alep.

Les Nations Unies ont débloqué 20 millions de dollars du fonds humanitaire de la Turquie. Environ 10 millions de dollars de cette allocation sont destinés à garantir que des abris et des articles non alimentaires seront disponibles si une intensification de la violence contraignait la population à se déplacer. Bien que certains donateurs, notamment le Royaume-Uni et l'Allemagne, aient récemment fourni des ressources supplémentaires, ce dont nous leur sommes très reconnaissants, le montant reçu est nettement inférieur aux 311 millions de dollars que nous estimons nécessaires en cas d'intensification de la violence qui entraînerait un déplacement massif. Pour le dire simplement, il s'agit d'un financement dont nous ne disposons pas à l'heure actuelle, car les multiples crises qui se sont produites au cours de la période précédente, dans la Ghouta orientale, à Afrin, dans le sud de la Syrie et à Edleb cette année, ont mis notre réserve de ressources déjà limitée à rude épreuve.

Les civils de la zone de désescalade ont subi l'impact des combats tout au long du conflit syrien. Des populations vulnérables se sont déplacées vers cette zone depuis l'est d'Alep, la Ghouta orientale, la zone rurale du nord de Homs et le sud de la Syrie. Les communautés et les intervenants humanitaires ont été poussés à la limite de leurs capacités pour venir en aide à ceux qui arrivent, et qui sont souvent démunis. C'est pourquoi les conséquences humanitaires pour les civils de toute intensification des combats seront très graves. Et le scénario du pire à Edleb, où des millions de personnes fuiraient les combats, rendra insuffisante toute capacité d'intervention, quels que soient les plans ou les fonds disponibles. Ce scénario a le potentiel de causer une urgence humanitaire d'une ampleur encore jamais vue pendant la crise.

Pour terminer, je voudrais mettre l'accent sur cinq demandes clefs adressées au Conseil et, par son intermédiaire, à toutes les parties au conflit et à ceux qui ont une influence sur elles.

Premièrement, il doit y avoir une cessation des hostilités dans la région et, à tout le moins, nous devons veiller à ce qu'il n'y ait pas d'escalade. Deuxièmement, nous devons garantir la protection des civils et des infrastructures civiles, notamment du personnel et des actifs humanitaires et médicaux, conformément aux obligations des parties en vertu du droit international humanitaire. Troisièmement, nous devons respecter et permettre la libre circulation des personnes qui souhaitent se déplacer en n'importe quelle direction. En outre, les civils qui choisissent de rester doivent être autorisés à le faire et doivent continuer de bénéficier d'une protection. Quatrièmement, nous devons permettre et faciliter un accès humanitaire sûr, rapide, durable et sans entrave aux personnes dans le besoin par les voies les plus directes, notamment aux zones qui sont passées sous le contrôle d'une autre partie. Cinquièmement, il faut accroître le financement des activités prioritaires d'intervention et de préparation, étant donné que les moyens de l'intervention humanitaire sont déjà insuffisants.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ging de son exposé et de ses importantes remarques.

Je voudrais rappeler au Conseil qu'après les déclarations des membres du Conseil, s'ils ont des questions ou des observations pour M. De Mistura, nous lui demanderons de revenir dans la salle quand les membres du Conseil auront parlé et avant que le représentant de la Syrie ne parle.

M. Al Jarallah (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, de son précieux exposé et des efforts qu'il déploie dans le processus politique syrien. Je voudrais également remercier le Directeur de la Division des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), M. John Ging, pour son exposé. Je saisis cette occasion pour rendre hommage aux efforts de tous les travailleurs humanitaires en Syrie.

Au nom des corédacteurs, à savoir l'État du Koweït et le Royaume de Suède, je vais prononcer cette déclaration sur la situation humanitaire en Syrie.

Cette séance du Conseil de sécurité se tient à un moment très critique. Les indications et les rapports faisant état d'une possible escalade militaire imminente dans la province d'Edleb se multiplient. La communauté internationale est préoccupée et les organismes d'aide internationale se préparent à la hâte. La situation à Edleb est différente de celles d'Alep, de la Ghouta orientale et de Deraa. Edleb abrite près de 3 millions de personnes, dont la moitié sont des déplacées internes. Si Edleb devenait le théâtre d'opérations militaires, ce serait désastreux. Les conséquences humanitaires seront catastrophiques pour les habitants si aucun arrangement n'est conclu entre les parties concernées. Si une telle escalade se produisait, où iraient ces civils innocents pour éviter l'artillerie et les bombardements aériens? Nous savons maintenant qu'il n'y a pas d'endroit sûr où ils pourraient chercher refuge.

Nous exhortons toutes les parties concernées à respecter l'accord de désescalade concernant Edleb, dans l'espoir que nous ne verrons pas à nouveau une zone de désescalade se transformer en zone d'escalade. Nous nous faisons également l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général, M. António Guterres, au Gouvernement syrien et à toutes les parties concernées pour qu'ils fassent preuve de retenue, ainsi que de son appel aux pays garants du processus d'Astana afin qu'ils redoublent d'efforts pour trouver une solution pacifique à la situation d'Edleb. À cet égard, nous prenons note du sommet des garants d'Astana qui se tient aujourd'hui; nous attendons d'eux qu'ils respectent leur propre accord de désescalade dans Edleb, ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Nous soulignons qu'il importe d'accorder davantage de temps et d'attention aux efforts diplomatiques, notamment par un redoublement général des efforts afin d'éviter de nouvelles effusions de sang.

Les images de mort et de destruction d'Alep et de la Ghouta orientale restent gravées dans notre mémoire. Le peuple syrien a suffisamment souffert au cours des huit dernières années et a été exposé à des violations flagrantes du droit humanitaire et du droit international des droits de l'homme sans que les auteurs de ces crimes aient été tenus pour responsables de leurs actes.

Les attaques militaires contre des groupes terroristes désignés par le Conseil ne dispensent en aucune façon les parties au conflit des obligations qui leur incombent en vertu du droit international, notamment le respect des principes de distinction, de proportionnalité, de précaution et de protection des civils et des cibles civiles. Même les guerres ont des règles qui doivent être respectées. N'oublions pas que ce sont des civils innocents – enfants, femmes et personnes âgées – qui constituent la grande majorité de la population d'Edleb, et non des terroristes.

Nous saluons les efforts déployés par l'OCHA et ses partenaires pour stocker des fournitures humanitaires en prévision de la catastrophe attendue à Edleb. Nous exhortons les donateurs à accroître leurs contributions à l'action humanitaire et appelons toutes les parties à permettre et à faciliter un accès rapide, sûr et durable de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin. Dans ce contexte, l'assistance transfrontalière est un élément essentiel de la réponse humanitaire en Syrie. Des millions de Syriens dépendent de cette aide, dont près de 2 millions de personnes à Edleb et dans les zones avoisinantes. Il ne fait aucun doute que le nombre de personnes dans le besoin augmentera en cas d'opération militaire générale dans ce territoire.

Le nombre croissant d'indications et de rapports qui nous parviennent est préoccupant, et nous rappelons à toutes les parties les responsabilités qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire de protéger les civils et les infrastructures civiles. Les attaques systématiques contre des zones civiles, notamment des écoles, des hôpitaux et des installations médicales dans la province d'Edleb et au-delà, doivent cesser immédiatement. Le personnel humanitaire et médical doit être protégé conformément au droit international humanitaire. À cet égard, nous réaffirmons la nécessité de respecter les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2401 (2018), qui a été déposée par l'État du Koweït et le Royaume de Suède en février et qui appelle à un cessez-le-feu immédiat, ainsi qu'à l'acheminement de l'aide humanitaire. Nous devons également respecter la résolution 2286 (2016) sur la

protection des hôpitaux et du personnel médical et la résolution 2427 (2018) sur la protection des enfants touchés par des conflits armés.

Les résolutions qui ne sont pas appliquées sur le terrain n'ont aucune valeur. Nous soulignons la nécessité de l'application du principe de responsabilité et de la non-impunité. Nous renouvelons notre appui à la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Le Conseil de sécurité a une responsabilité humanitaire, morale et juridique à l'égard de la population d'Edleb, et il doit s'efforcer de prendre des mesures préventives significatives. La série de séances du Conseil sur la Syrie en général, et plus particulièrement sur Edleb cette semaine, y compris notre séance d'aujourd'hui, est essentielle à cette fin. Nous apprécions et appuyons les efforts de M. Staffan de Mistura à Edleb et dans toute la Syrie. Nous réaffirmons que le meilleur moyen de parvenir à une solution durable à la crise syrienne et d'éviter une catastrophe humanitaire, en particulier à Edleb, demeure un règlement politique négocié sous les auspices de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe).

Enfin, l'État du Koweït et le Royaume de Suède feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que le Conseil de sécurité explore toutes les options pertinentes et suive de près l'évolution de la situation à Edleb. En tant que corédacteurs et donateurs importants de la réponse humanitaire en Syrie, nous continuerons de jouer notre rôle pour alléger les souffrances du peuple syrien et faire en sorte que le Conseil de sécurité assume ses responsabilités conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

M. Delattre (France) : Je remercie la présidence américaine pour la tenue de la présente réunion, qui intervient à un moment critique et nous permet de réitérer collectivement nos graves préoccupations sur la situation à Edleb. Je remercie également M. Staffan de Mistura et M. John Ging pour leurs présentations très éclairantes, pour leur engagement et pour celui de l'ensemble de leurs équipes.

Allons droit au fait : la Syrie est à nouveau au bord de l'abîme, car la zone d'Edleb est potentiellement une bombe à retardement humanitaire, migratoire et sécuritaire. C'est, en effet, la triple déflagration qui est devant nous en cas d'offensive militaire majeure du régime. Ce risque considérable est clairement identifié : dans l'histoire récente, peu de catastrophes ont été aussi clairement anticipées et ont fait l'objet d'autant de mises en garde convergentes de la communauté internationale. Alors que le moment de vérité approche, ces mises en garde réitérées sur tous les tons et sur toutes les fréquences doivent être bien comprises et intégrées par les acteurs concernés. C'est tout l'objet de notre réunion d'aujourd'hui, et il n'y a pas une minute à perdre.

À l'heure où nous parlons, en effet, une offensive militaire d'ampleur du régime, soutenu par ses alliés, apparaît imminente à Edleb, où sont venus se réfugier des centaines de milliers de Syriens tout au long du conflit. Comme l'ont rappelé John Ging et Staffan de Mistura, Edleb concentre près de 3 millions d'habitants. Plus de la moitié d'entre eux ont déjà été déplacés d'autres régions de la Syrie. Dans ce contexte, une offensive militaire majeure produirait un nouveau désastre humanitaire, alors que ces civils n'ont nulle part où aller. Nous ne connaissons maintenant que trop bien le scénario maintes fois répété de ces offensives : des violations massives du droit international humanitaire, avec des assauts meurtriers délibérés contre les civils, des raids aériens indiscriminés, et le risque d'un nouvel emploi d'armes chimiques par le régime. Une telle offensive entraînerait aussi une crise migratoire majeure pour le nord syrien, la Turquie et potentiellement l'Europe, voire d'autres régions du monde. Une telle offensive constituerait une grave menace, par ailleurs, pour la sécurité régionale, à travers notamment la dispersion des combattants djihadistes qui s'y trouvent. Enfin, une opération militaire d'ampleur aura nécessairement un retentissement jusqu'en Europe, voire au-delà.

Face à la gravité de ce contexte, face à la gravité des enjeux, nous appelons les garants d'Astana, qui se réunissent aujourd'hui à Téhéran et ont les moyens d'arrêter cet engrenage – en particulier la Syrie, la Russie et l'Iran – à assumer leurs responsabilités et à s'engager autour de trois impératifs : respecter le cessez-le-feu, dont ils se sont portés garants; garantir un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave sur l'ensemble du territoire syrien tout y en protégeant les civils; et contribuer à ouvrir un processus permettant d'aboutir à une solution politique crédible à la crise syrienne. Le respect du cessez-le-feu est la seule voie viable.

Ne nous y trompons pas : l'objectif est bien d'éviter une catastrophe humanitaire, et non de simplement la gérer au mieux. Les soutiens du régime syrien ont les moyens d'empêcher cette crise, car le régime n'a pas la capacité d'agir seul. Un nouveau massacre serait donc bien la responsabilité – et l'échec – des soutiens du régime. À l'inverse, ils peuvent encore enrayer la dynamique de l'escalade et apparaître aux yeux du monde comme ayant ouvert la voie à un règlement pacifique. Il est encore temps d'éviter une catastrophe à Edleb. Mais, encore une fois, il n'y a pas une minute à perdre. C'est pourquoi nous appelons la Russie et l'Iran à assurer la préservation de la dernière zone de désescalade qu'est la région d'Edleb, à protéger les civils et à y respecter – et y faire respecter – pleinement le droit international humanitaire.

Je salue les démarches engagées par les Nations Unies pour éviter une escalade et les efforts considérables engagés pour porter secours à la population civile, comme vient de le rappeler M. Ging. Je salue également les efforts engagés en ce sens par la Turquie. La France quant à elle s'est pleinement mobilisée, notamment auprès des Présidents Erdoğan et Poutine, pour éviter toute offensive et tisser le fil qui permettra une relance du processus politique. En parallèle, nous devons tout faire pour garantir un accès humanitaire sûr, complet et sans entraves, et pour assurer la protection des personnes et des infrastructures civiles, ainsi que des personnels humanitaires. Nous saluons le travail difficile des Nations Unies sur le terrain et encourageons Mark Lowcock, son équipe et John Ging à persévérer dans leurs demandes auprès des autorités syriennes.

Je tiens également à rappeler le caractère crucial de l'aide apportée par les convois transfrontaliers autorisés par la résolution 2393 (2017). L'aide qui transite par la Turquie permet d'apporter chaque jour un appui vital à près de 2 millions de personnes dans le nord-ouest. Il est donc de notre responsabilité de veiller à préserver et à renforcer l'aide transfrontalière. Pour sa part, la France maintiendra et adaptera son assistance au nord-ouest syrien.

Nous devons être extrêmement vigilants sur l'instrumentalisation de la question des corridors humanitaires. Des déplacements forcés de milliers de personnes vers des zones contrôlées par le régime, en l'absence de toute supervision internationale, n'auraient rien d'humanitaire et seraient au contraire constitutifs de crimes de guerre. La priorité va à la continuité de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Enfin, comme l'ont souligné à plusieurs reprises nos plus hautes autorités politiques, je veux redire fermement ici notre extrême vigilance à l'égard de tout nouvel emploi avéré d'armes chimiques par le régime, et notre détermination totale à agir dans cette hypothèse, comme nous l'avons rappelé avec le Royaume-Uni et avec les États-Unis.

Quant à la lutte contre la menace terroriste, face à laquelle la France est en première ligne, elle ne saurait justifier ce à quoi nous avons assisté en Syrie. Lorsqu'elle est utilisée pour justifier des attaques indiscriminées contre des civils et des violations graves du droit international humanitaire, elle n'est en effet qu'un prétexte, qui n'a pour effet, sinon pour objet, que de nourrir le terrorisme qu'elle prétend combattre.

Chacun doit bien mesurer ici qu'un massacre à Edleb remettrait assurément en cause les efforts entrepris pour aboutir à une solution politique. Or, c'est bien vers une solution politique durable, inclusive et crédible, conforme à la résolution 2254 (2015) que le Conseil a unanimement adoptée, que nous devons tendre. Dans l'immédiat, nous devons soutenir la création du comité constitutionnel avec l'aide de l'Envoyé spécial Staffan de Mistura, que je remercie à nouveau. Ce comité devra se réunir dans les meilleurs délais et ses travaux devront être menés de manière totalement indépendante et sous l'égide des Nations unies, ce qui est la condition même de leur crédibilité. Il ne s'agit pour autant que d'une étape, nous le savons tous, et il faudra aborder rapidement la question de la tenue d'élections libres et régulières, ouvertes à tous les Syriens, y compris les réfugiés et les déplacés, ainsi que la mise en place d'un environnement neutre, susceptible de ramener la confiance et de mettre en œuvre des réformes sérieuses. Ce seront des étapes essentielles; et c'est la seule voie qui soit à même d'éviter le prolongement *ad vitam aeternam* du conflit.

Je veux souligner, pour conclure, qu'une offensive meurtrière à Edleb ne marquerait pas la fin de la crise syrienne, comme certains spécialistes de la confusion voudraient nous le faire croire, mais marquerait plutôt l'ouverture d'un nouveau chapitre de la longue tragédie syrienne, qui serait marqué par la radicalisation, l'instabilité et, *in fine*, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'enracinement du terrorisme et une possible extension géographique du conflit. Au-delà de la catastrophe humanitaire qui menace, c'est cela qui est en jeu à Edleb.

Notre responsabilité collective est de nous tourner vers l'avenir. L'Union européenne et de nombreux

partenaires ont réaffirmé clairement qu'ils ne pourront aider à la reconstruction de la Syrie que lorsqu'une transition politique irréversible, crédible et inclusive sera fermement engagée. Il n'y aura pas de chèque en blanc à la Syrie, pas de retour massif des réfugiés sans les mesures de confiance garantissant un environnement sûr. Contrairement à ce dont le régime et ses alliés veulent nous persuader, il est clair que ce n'est pas l'absence de reconstruction qui empêche le retour des réfugiés, mais bien l'absence d'avancées crédibles dans le processus politique.

Nous sommes donc à la croisée des chemins. La France appelle une nouvelle fois les garants d'Astana à respecter le cessez-le-feu, car l'escalade n'est dans l'intérêt de personne et peut encore, à l'heure où nous parlons, être évitée. C'est à cette condition qu'il sera possible de progresser vers une solution politique inclusive. C'est notre intérêt à tous et d'abord celui des Syriens. Et c'est bien à ce sursaut politique que je vous invite tous aujourd'hui, au nom de la France et en soutien du processus de Genève et d'une solution politique, qui, si nous sommes capables de conjuguer nos efforts, et par-delà toutes les difficultés, est à portée de main.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Ma délégation est reconnaissante de la convocation de la présente séance et tient à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, et le Directeur John Ging de leurs exposés instructifs et objectifs. Nous leur réaffirmons l'appui de la Guinée équatoriale pour le noble travail qu'ils accomplissent dans un contexte extrêmement difficile.

Je vais axer mon intervention spécifiquement sur les troubles militaires qui secouent Edleb actuellement, sur la grave situation humanitaire dans cette province, et, enfin, sur la nécessité de ne pas entraver le processus politique visant à rétablir une paix durable en Syrie.

La Guinée équatoriale est profondément préoccupée par la situation dans la province syrienne d'Edleb et par les conséquences humanitaires catastrophiques que pourrait avoir une offensive militaire à grande échelle. La guerre en Syrie, qui dévaste le pays depuis 2011, est à son apogée. Selon les rapports, les manœuvres des troupes gouvernementales près d'Edleb sont annonciatrices d'une escalade imminente de la violence dans cette zone. Il convient de rappeler qu'Edleb, l'ultime enclave terroriste majoritairement contrôlée par le groupe terroriste Tahrir el-Cham, également connu sous le nom de Front el-Nosra, et des

groupes de l'opposition armée, fait partie de la zone de désescalade située dans le nord de la Syrie, qui est parrainée par les garants d'Astana.

L'ONU estime que près de 3 millions de personnes se trouvent dans cette zone de désescalade, dont près de 1,4 million de personnes déplacées et 2,1 millions de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire. Conformément au communiqué du Secrétaire général du 29 août, nous lançons un appel urgent à toutes les parties afin qu'elles fassent preuve de modération et qu'elles accordent la priorité à la protection des civils. Nous encourageons par ailleurs toutes les parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour épargner la vie des civils, garantir la liberté de circulation et la protection des infrastructures civiles, notamment les établissements médicaux et d'enseignement, dans le respect des droits de l'homme internationaux et du droit international humanitaire.

La communauté internationale doit éviter à tout prix un imbroglio militaire à Edleb. Sinon, dans des séances futures, le Conseil sera contraint de se pencher sur leurs conséquences directes et néfastes, notamment l'utilisation possible de substances chimiques comme armes de guerre contre les populations civiles et, selon les estimations de l'ONU, le déplacement de près d'un million de personnes et les plus de 300 millions de dollars qu'il faudra mobiliser pour faire face à cette catastrophe humanitaire imminente.

Sur le plan politique, nous réitérons notre ferme appui au processus politique sans exclusive mené sous les auspices de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015). Nous espérons que le sommet tripartite, qui se tient aujourd'hui à Téhéran entre les garants d'Astana – la Fédération de Russie, l'Iran et la Turquie –, et les prochaines réunions de l'Envoyé spécial prévues les 10 et 11 septembre permettront d'adopter des mesures consensuelles en vue de créer un comité constitutionnel véritablement représentatif, ce qui ouvrira la voie au règlement définitif du conflit. Nous sommes d'accord avec l'Envoyé spécial, qui a déclaré récemment qu'il importe de maintenir une pression morale sur les parties belligérantes pour ne pas précipiter une intervention militaire drastique, et d'accorder davantage de temps à la recherche d'une solution durable qui permette de lutter contre le terrorisme et d'épargner les civils.

Nous comprenons que dans un monde de plus en plus multipolaire, l'équilibre entre les puissances ne dépend pas uniquement des capacités économiques

de ces puissances, mais également de leurs capacités militaires. Les alliés des parties embourbées dans ce casse-tête politico-militaire doivent trouver d'autres moyens d'exprimer leur puissance militaire. Il est inconcevable de continuer à sacrifier sur l'autel des intérêts économiques et géostratégiques l'aspiration légitime de la population civile à vivre dans une paix, une stabilité et un progrès durables. Des millions d'innocents subissent les conséquences directes de la guerre et ses effets collatéraux depuis huit ans, ce qui est à la fois dévastateur et terrible.

Edleb n'est comparable à aucune autre région. Cette ville abrite non seulement des combattants qui s'y sont installés avec leurs familles après leur évacuation d'Alep, de la Ghouta orientale, de Deraa et de Qouneïtra, en application de l'accord de réconciliation, mais également des civils qui n'avaient rien à voir avec la guerre et qui y ont trouvé refuge. Des centaines de milliers de personnes se sont réfugiées à Edleb parce qu'on leur avait affirmé qu'elles y seraient en sécurité. La Russie, la Turquie et l'Iran avaient décrété que cette zone était une zone de désescalade, mais aujourd'hui, la population sur place est l'otage des parties belligérantes. La Guinée équatoriale prie la Russie, la Turquie et l'Iran, ainsi que les États-Unis, les pays occidentaux et les pays du Golfe, qui ont également de l'influence dans la zone, de faire ce qu'ils peuvent pour que les parties qui ont des armes et du pouvoir, pour la première fois depuis le début de la guerre, fassent passer les civils au premier plan.

Je conclus mon propos en citant le chef du Groupe de travail sur l'accès humanitaire pour la Syrie, M. Jan Egeland, qui a rappelé récemment que :

« Des négociations politiques et humanitaires intenses sont en cours en ce qui concerne la Syrie. Si elles réussissent, cela permettra de sauver des centaines de milliers de vies, mais si elles échouent, dans les heures ou les jours prochains, la guerre la plus cruelle de notre génération pourrait devenir encore plus cruelle. »

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence d'avoir convoqué la présente séance sur la détérioration de la situation humanitaire et sécuritaire à Edleb. Je remercie M. Staffan de Mistura et M. John Ging de leurs exposés instructifs.

Le conflit qui fait rage en Syrie et la violence ainsi que les violations du droit international qui en découlent, notamment du droit des droits de l'homme, infligent à la

population civile syrienne une souffrance unique en son genre au monde aujourd'hui. Nous sommes préoccupés par l'intensification possible des hostilités à Edleb. Nous soulignons une fois de plus qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit et que toute tentative de rétablir la paix par la force compromettrait un processus politique ouvert et crédible, mené sous les auspices de l'ONU.

Dans le contexte de la situation actuelle à Edleb, qu'il me soit permis de réaffirmer la position de la Pologne.

Premièrement, nous appelons les garants du processus d'Astana et les autres acteurs ayant une influence sur le terrain à honorer leurs engagements et à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population civile d'Edleb. Deuxièmement, nous soulignons à nouveau qu'il faut garantir un accès humanitaire total et sans entrave à la Syrie, notamment à Edleb, et prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer la protection des travailleurs humanitaires. Troisièmement, il faut permettre le retour librement consenti dans la sécurité et la dignité des réfugiés dans leurs foyers. Une opération militaire d'envergure à Edleb pourrait compromettre cet objectif et, partant, créer une nouvelle vague de réfugiés. La province d'Edleb, qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées de toute la Syrie, exige de notre part une approche spécifique et prudente.

La destruction des infrastructures civiles cruciales de la Syrie, notamment des installations médicales et éducatives, est particulièrement préoccupante. Elle doit cesser immédiatement, conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. Non seulement les bombardements intenses et le pilonnage des écoles et des hôpitaux d'Edleb et d'autres gouvernorats ont eu des répercussions catastrophiques immédiates sur les conditions de vie des civils, mais ils freinent sensiblement les efforts futurs visant à instaurer la réconciliation en Syrie et à lancer les immenses travaux de reconstruction du pays.

La Pologne est particulièrement inquiète du sort des victimes les plus vulnérables de ce conflit : les enfants, les femmes et les membres des minorités religieuses. Nous sonnons l'alerte devant la situation des enfants touchés par le conflit, en particulier à Edleb. Nombreux sont les enfants qui ont été contraints de quitter leurs foyers dans d'autres régions de Syrie pour chercher refuge dans la province d'Edleb, alors même

qu'ils risquent également la violence, le déplacement et la perte de membres de leurs familles. L'intensification des activités militaires entraînerait une tragédie humanitaire de grande ampleur dont les enfants seraient encore des victimes.

Dans le même temps, la Pologne préconise vivement l'autonomisation des femmes et leur participation à toutes les phases du processus visant à trouver un règlement au conflit en Syrie. Si de nombreux hommes ont été tués, emprisonnés ou forcés à quitter leurs foyers pour faire la guerre, les femmes doivent prendre soin de leurs familles dans des conditions dramatiques, manifestant ainsi leurs héroïsme, persévérance et résilience.

Pour terminer, je voudrais souligner notre préoccupation face à la possibilité d'une nouvelle attaque à l'arme chimique en Syrie. L'utilisation d'armes chimiques n'est pas seulement un effroyable acte de barbarie, c'est aussi un acte illégal susceptible d'avoir des conséquences dévastatrices pour la population civile. Les auteurs de tels crimes doivent comprendre que la communauté internationale fera tout son possible pour les traduire devant la justice.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la présente séance et remercions M. Staffan de Mistura et M. John Ging de leurs exposés importants, ainsi que des inlassables efforts qu'ils déploient avec leurs équipes.

Le Pérou observe avec une immense peine et une profonde préoccupation la poursuite du conflit en Syrie. Nous prenons note avec alarme des perspectives d'une nouvelle escalade de la violence dans la ville d'Edleb, et des conséquences humanitaires dévastatrices que cela entraînerait. Les niveaux de violence et de souffrance constatés à Alep et dans la Ghouta orientale, entre autres épisodes de ce conflit prolongé, nous incitent à souligner que le Conseil a la responsabilité de protéger les quelque 3 millions d'habitants, dont plus d'un million d'enfants, de la province d'Edleb. Dans quelques jours, nous pourrions être en train de parler de dizaines de milliers de nouveaux morts et de quelque 700 000 déplacés supplémentaires, d'après les estimations de l'ONU, et ce, sans même tenir compte des blessés ou de la destruction de l'infrastructure civile.

Nous devons également prévoir les graves répercussions qu'une nouvelle manifestation de barbarie aurait sur le processus de paix promu par l'Envoyé spécial du Secrétaire général avec l'appui du Conseil.

Cela pourrait déstabiliser davantage le Moyen-Orient et causer de nouvelles tensions entre les membres permanents du Conseil, qui ont une responsabilité particulière en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans ce contexte, nous tenons à souligner que le principe du règlement pacifique des différends, tel qu'il est consacré par la Charte des Nations Unies, reste en vigueur. De même, nous tenons à rappeler la résolution 2401 (2018), qui prévoit un cessez-le-feu sur tout le territoire syrien, lequel doit être mis en œuvre et respecté. Le Conseil, et en particulier les pays à même d'exercer une influence sur le terrain, doivent agir pour que les parties au conflit renoncent à la logique militaire et au mépris qu'ils opposent en toute impunité au droit international et au droit international humanitaire.

Le Pérou condamne avec force le terrorisme et estime qu'il faut que les groupes terroristes qui sont encore à Edleb et dans d'autres parties du territoire syrien répondent devant la justice des crimes qu'ils ont commis. Mais nous soulignons qu'en aucun cas cela ne doit justifier de nouveaux massacres de civils. À cet égard, nous mettons en exergue l'esprit d'unité et de compromis dont ont fait preuve les 10 membres élus du Conseil mercredi dernier, lorsqu'ils ont diffusé un message de préoccupation insistant sur la nécessité urgente d'accorder la priorité à la protection des civils à Edleb.

Nous espérons que les garants du processus d'Astana, réunis aujourd'hui à Téhéran, pourront convenir d'une formule qui permette d'éviter la tragédie menaçant la population civile d'Edleb, et étayer ainsi le processus politique fondé sur la résolution 2254 (2015) et le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe).

Dag Hammarskjöld, évoquant les horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, a notamment déclaré que l'Organisation n'avait « pas été créée pour nous emmener au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer » (SG/382, p.7, en anglais seulement). Or il y a quelques mois, le Secrétaire général António Guterres a qualifié la Ghouta orientale « d'enfer sur terre » (S/PV.8185, p. 2). Nous estimons qu'il est temps que le Conseil agisse dans un esprit d'unité et de compromis pour empêcher qu'Edleb ne devienne un nouveau théâtre d'horreur et de souffrance.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation voudrait adresser ses remerciements à la présidence américaine du Conseil, pour l'organisation de la présente séance sur

les derniers développements de la situation en Syrie, et plus particulièrement dans la province d'Edleb. Elle remercie également M. Staffan de Mistura et M. John Ging pour la qualité de leurs présentations respectives.

Les informations faisant état de l'imminence des combats d'une grande ampleur et d'une grande intensité entre belligérants, dans le gouvernorat d'Edleb, constituent pour mon pays une source de vives préoccupations en raison, entre autres, des risques d'exacerbation de la situation humanitaire déjà catastrophique. En effet, la province d'Edleb, qui compte environ 3 millions d'habitants, voit 2 millions d'entre eux, soit les deux tiers de sa population, confrontés à des besoins humanitaires pressants. En outre, selon les estimations des Nations Unies et des agences humanitaires, la reprise des combats dans la province d'Edleb provoquerait un déplacement massif de population, soit entre 450 000 et 750 000 personnes.

À la catastrophe humanitaire certaine qui résulterait de l'escalade des combats pourrait s'ajouter le risque d'un possible recours à l'arme chimique par les belligérants. Ce développement dramatique et inquiétant, de l'avis de ma délégation, consacrerait une fois de plus la violation de la législation internationale en matière de protection des civils dans les conflits armés et mettrait en péril l'arsenal juridique international en matière de non-prolifération.

C'est pourquoi la Côte d'Ivoire tient à réaffirmer ici sa position de principe selon laquelle il n'y a pas d'alternative à la recherche de la paix par un dialogue franc et inclusif en Syrie. Elle condamne en conséquence tout recours à la force comme mode de règlement des conflits et engage toutes les parties syriennes à privilégier le dialogue politique, conformément à la résolution 2254 (2015), qui définit la feuille de route du processus de paix dans ce pays.

Pour conclure, mon pays appelle les parties au conflit en Syrie à la retenue en vue de prévenir toute détérioration de la situation humanitaire et sécuritaire et les exhorte au strict respect de leurs obligations en matière de droit international humanitaire et des droits de l'homme. Il les invite donc à se conformer à l'obligation de protection des civils en situation de conflit et à se garder de tout acte pouvant constituer une entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations en détresse.

M. Ma Zhaoxu (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial De Mistura et

M. John Ging de leurs exposés. Nous saluons les efforts qu'ils déploient pour faciliter le processus politique et améliorer la situation humanitaire en Syrie.

La Chine suit de près le processus politique et la situation humanitaire en Syrie. Nous avons pris note du fait que dans certaines régions de la Syrie, les hôpitaux et les écoles sont en cours de reconstruction et les services de transports et d'électricité ainsi que d'autres infrastructures sont en train d'être remis en état. Les réfugiés et les déplacés regagnent progressivement leurs foyers. La communauté internationale doit accroître son aide humanitaire afin de fournir une aide indispensable à toutes les régions de Syrie qui en ont besoin.

Cela étant dit, la situation en Syrie demeure difficile. Le processus politique s'essouffle, et des activités terroristes généralisées ainsi que de fortes tensions persistent dans certaines régions de la Syrie, en particulier à Edleb. Compte tenu de la situation actuelle, nous appelons toutes les parties concernées à intensifier leurs efforts diplomatiques, à essayer de régler les problèmes par le dialogue et à progresser vers la désescalade. La communauté internationale doit joindre ses efforts et continuer de lutter résolument contre le terrorisme et de consolider les acquis obtenus jusqu'à présent.

Entre-temps, nous appelons toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter de mettre en danger des civils innocents. Toutes les parties sont tenues d'adhérer aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux autres normes fondamentales reconnues régissant les relations internationales, de respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et de s'abstenir de recourir à l'emploi ou à la menace de la force.

La Chine a toujours été favorable à un règlement politique de la question syrienne, qui est la seule voie vers la paix et la stabilité en Syrie. La communauté internationale doit apporter un appui soutenu à l'ONU en tant que principal médiateur et à l'Envoyé spécial De Mistura dans ses efforts visant à faciliter la reprise des pourparlers de paix de Genève. La communauté internationale doit agir sur la base du principe d'un processus dirigé et pris en charge par les Syriens et de la résolution 2254 (2015) afin d'exhorter toutes les parties en Syrie à engager un dialogue politique sans exclusive en vue de parvenir à une solution adaptée aux réalités sur le terrain, tout en tenant compte des préoccupations de toutes les parties. L'Envoyé spécial De Mistura va

s'entretenir avec les parties concernées au sujet de la mise en place d'une commission constitutionnelle syrienne. Toutes les parties doivent user de leur influence et convaincre le Gouvernement syrien et les groupes d'opposition de rapprocher leurs positions afin d'obtenir des résultats rapidement et d'imprimer un nouvel élan positif au processus politique syrien.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial. Je remercie également M. John Ging, ainsi que le Vice-Ministre des affaires étrangères du Koweït d'être parmi nous aujourd'hui.

Il s'agit d'une situation terrible. Je pense que les déclarations que nous avons entendues aujourd'hui sont l'expression d'un appui ferme à la primauté du processus politique et un appel très fort à ne pas lancer une offensive militaire d'envergure contre les civils à Edleb. Je voudrais m'associer à ces deux sentiments avant d'entrer dans le vif du sujet. Je pense que le représentant de la France l'a très bien exprimé lorsqu'il a parlé de l'importance que revêt cette question pour la paix et la sécurité internationales.

Tout d'abord, je voudrais remercier à nouveau l'Envoyé spécial et son équipe pour tout ce qu'ils font, et bien entendu le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Nous remercions très sincèrement les organisations et les travailleurs humanitaires qui déploient des efforts inlassables dans des circonstances extrêmement difficiles pour venir en aide aux habitants d'Edleb. Cela nous rappelle une fois de plus l'importance de l'aide acheminée à travers la frontière, qui est essentielle pour la survie des civils auxquels on ne pourrait pas avoir accès autrement.

Nous appuyons fermement les efforts diplomatiques déployés dans un esprit d'urgence par la Turquie et l'ONU pour régler la question d'Edleb, s'agissant de la situation des civils et sur le plan humanitaire. Le sort de près de 3 millions de personnes est en jeu, et nous aimerions qu'un exposé sur Astana nous soit présenté. Je pense que ce n'est pas possible aujourd'hui, mais si c'était possible, nous aimerions bien que le Département des affaires politiques fasse un exposé à ce sujet. Nous espérons que la Russie et l'Iran useront de leur influence pour honorer les engagements qu'ils ont pris de faire respecter les accords de désescalade qu'ils ont conclus, et nous les exhortons à le faire et à trouver une solution négociée avec la Turquie. Si mon gouvernement peut faire quoi que ce soit que pour faciliter ce processus, nous le ferons avec plaisir.

En ce qui concerne la situation militaire, à l'instar d'autres orateurs, nous sommes très préoccupés par les informations faisant état, ces derniers jours, de dizaines de frappes aériennes russes visant certaines zones d'Edleb. Selon les organisations locales qui suivent de près la situation, les frappes du 4 septembre à elles seules ont fait 38 victimes parmi les civils. J'ai déjà dit que la vie de près de 3 millions de civils était en danger dans la ville d'Edleb. D'après les estimations de l'ONU, les groupes terroristes comptent au maximum 15 000 combattants, ce qui représente 0,5 % de la population totale. Nous aussi, en Grande-Bretagne, nous savons ce que c'est que d'être touchés par le terrorisme, mais ces chiffres sont très frappants. Je voudrais simplement reprendre à mon compte ce que le Ministre a dit au sujet de la doctrine de proportionnalité, de distinction et de précaution.

Le Secrétaire général a indiqué clairement que l'utilisation systématique d'armes frappant sans discrimination dans les zones peuplées peut constituer un crime de guerre. Nous devons le dire très clairement. Il y a plus de bébés que de terroristes dans la ville d'Edleb, et je pense que cela doit inciter ceux qui mènent des opérations militaires à prendre le temps de réfléchir. La dernière fois que nous avons discuté de cette question concernant l'aspect militaire, nous étions dans la salle des consultations et j'ai donné lecture des unités militaires syriennes, qui, selon nos informations, se trouvaient dans les environs d'Edleb. Pour me faire l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général, je voudrais donner lecture de ces unités dans cette salle. Je tiens à dire très clairement que s'il y a une offensive de grande envergure contre les civils, donnant lieu à de nombreuses pertes civiles dans la ville d'Edleb, c'est à ces personnes que la communauté internationale demandera des comptes pour les atteintes et les violations commises pour ce qui est des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

D'après ce que nous croyons savoir, dans l'ensemble, le chef de l'armée syrienne est le Ministre de la défense, le général Ali Abdullah Ayyoub, mais l'unité principale déployée dans les alentours d'Edleb est la 4^e Division blindée, qui se trouve à l'ouest d'Edleb. Maher Al-Assad est le commandant de cette unité, mais nous pensons que le général Ali Mahmoud en est le commandant adjoint. Nous croyons savoir que la Garde républicaine syrienne est déployée à l'est, autour d'Abou Douhour, et que son commandant est le général de division Talal Makhlof. Selon toute apparence, les Forces du Tigre sont déployées du côté sud-est, et leur commandant est le général de brigade Souheil al-Hassan,

« Le Tigre ». Nous pensons qu'il y a aussi des unités du Deuxième et du Cinquième Corps d'armée dans la région, et nous croyons savoir que leur commandant est le général de division Aous Aslan. Comme je l'ai dit, s'il y a une offensive d'envergure contre Edleb, alors, en plus du régime syrien, la communauté internationale demandera des comptes à ces commandants et à ces unités.

Si je puis me permettre, je voudrais dire un mot sur le programme d'aide en faveur d'Edleb. Le Royaume-Uni a annoncé un programme d'aide supplémentaire pour faire en sorte que les plus vulnérables reçoivent les soins médicaux, la nourriture, l'eau et l'appui dont ils ont désespérément besoin. La nouvelle aide d'un montant de 15 millions de dollars fournit notamment un appui aux centres médicaux et aux dispensaires mobiles, ainsi qu'un soutien psychologique. Nous appuyons également les nouvelles technologies qui donnent aux civils des alertes rapides, dans l'espoir de sauver des vies dans les communautés bombardées par des frappes aériennes. Grâce à ce système, nous pensons avoir pu alerter plus de 2 millions de personnes et avoir réduit le nombre de victimes de non moins de 27 % dans les zones fortement bombardées. Toutefois, les donateurs ne devraient pas avoir à faire cela. Les donateurs ne sont pas une solution de remplacement à l'arrêt de la campagne que mène le régime syrien, avec l'appui de la Russie, contre ses propres civils.

Je voudrais terminer en réaffirmant que nous appuyons les efforts déployés par la Turquie pour parvenir à une solution pacifique et éviter une catastrophe humanitaire. Nous appelons la Russie à faire davantage pour empêcher les autorités syriennes d'attaquer Edleb et à amener une désescalade. Nous appelons également toutes les parties à respecter le droit international humanitaire.

Je n'aborderai pas la question des armes chimiques, car nous en avons parlé dans cette salle hier (voir S/PV.8344). Je voudrais terminer en me faisant l'écho des observations formulées par le représentant de la Guinée équatoriale au sujet de l'importance primordiale du processus politique et de la fin de cette guerre cruelle.

M. Van Oosterom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) :
Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la séance d'aujourd'hui sur un sujet aussi urgent et grave. Nous remercions M. Staffan de Mistura et M. John Ging de leurs exposés riches d'informations et de leurs efforts continus pour aider le peuple syrien.

Le Royaume des Pays-Bas est extrêmement inquiet de la situation à Edleb. Nous craignons que le scénario horrible que nous avons déjà connu ne se répète, à savoir le recours massif à la force militaire avec une campagne terrestre de l'armée syrienne, des raids aériens de la Russie et l'appui de l'Iran, au prix de milliers de vies innocentes, avec des conséquences humanitaires catastrophiques. Il n'y a pas de solution militaire qui permettra d'instaurer une paix durable en Syrie. Nous avons besoin d'une transition politique et d'une solution politique. À cet égard, je me concentrerai sur trois questions : premièrement, la nécessité d'empêcher une nouvelle escalade de la violence à Edleb; deuxièmement, la situation humanitaire; et, troisièmement, le processus politique.

Premièrement, nous devons empêcher une nouvelle escalade à Edleb. Nous devons empêcher une nouvelle escalade militaire dans la dernière zone de désescalade en Syrie. Près de 3 millions de personnes sont prises au piège dans la région d'Edleb. Comme vient de le déclarer clairement le Vice-Ministre koweïtien des affaires étrangères, les conséquences humanitaires d'une offensive généralisée seront désastreuses. En outre, le risque d'escalade régionale est élevé, notamment le risque éventuel de nouveaux flux de réfugiés. Les parties doivent respecter le droit international humanitaire dans l'ensemble de la Syrie, et en particulier à Edleb. Les pays concernés nous ont fait savoir que leur objectif est de lutter contre les terroristes. Je voudrais leur rappeler que toute mesure de lutte contre le terrorisme doit être conforme aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier des droits de l'homme, du droit international des réfugiés et du droit international humanitaire. La lutte contre le terrorisme n'est pas une excuse pour lancer des attaques sans distinction ni proportionnalité. La lutte contre le terrorisme n'est pas une excuse pour attaquer des civils innocents, détruire des hôpitaux et tuer des travailleurs humanitaires. La lutte contre le terrorisme n'est pas une excuse pour créer une catastrophe humanitaire.

Les garants de la zone de désescalade d'Edleb et le régime syrien doivent s'efforcer de trouver une solution négociée non violente. Nous exprimons notre ferme appui aux efforts diplomatiques urgents déployés par la Turquie et par l'ONU. Dans la perspective de la réunion des garants d'Astana, prévue aujourd'hui à Téhéran, nous les appelons, en particulier la Russie et l'Iran, à respecter le cessez-le-feu et les accords de désescalade convenus. Ils se sont notamment engagés à

protéger les civils à titre prioritaire. Ils doivent protéger les civils, et non les attaquer.

Deuxièmement, avec 1,4 million de personnes déplacées à Edleb, la situation humanitaire est déjà très préoccupante. La survie quotidienne de nombreuses personnes à Edleb dépend de l'aide humanitaire. Dans l'intérêt de ces civils, nous appelons, une fois encore, à la mise en œuvre intégrale de toutes les résolutions du Conseil de sécurité, y compris la résolution 2401 (2018), dont l'adoption a été rendue possible grâce à nos collègues koweïtien et suédois.

Pendant la guerre en Syrie, nous avons assisté à des frappes aériennes et à des attaques aveugles contre des hôpitaux et des écoles. Nous savons désormais que l'armée russe et l'armée syrienne ont été informées des coordonnées exactes des hôpitaux restants à Edleb et que, par conséquent, la responsabilité de toute attaque future contre ces infrastructures civiles essentielles leur incombera entièrement. Les travailleurs humanitaires ne sont pas une cible. Les attaques contre les hôpitaux et les travailleurs humanitaires sont un affront au sentiment de la décence humaine. Attaquer des médecins et des infirmiers innocents est un acte criminel. L'aide à la population d'Edleb doit être mise à disposition. Les parties doivent accorder un accès humanitaire durable et sans entrave, notamment par l'intermédiaire du mécanisme transfrontalier essentiel. À défaut de cela, une catastrophe humanitaire est inévitable. Le Conseil doit répondre favorablement aux cinq demandes que M. Ging a mentionnées.

Enfin, nous avons besoin d'un processus politique inclusif, dirigé par l'ONU, sur la base de la résolution 2254 (2015), ce qui inclut une transition politique visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit et à en éliminer la source. Comme je l'ai déjà dit, il n'y aura pas d'aide à la reconstruction sans qu'une transition politique durable soit en place. Nous appuyons pleinement Staffan de Mistura et le félicitons, ainsi que son équipe, de leurs efforts constants.

Pour terminer, nous poursuivons nos efforts pour que les responsables d'atrocités criminelles et d'utilisation d'armes chimiques en Syrie rendent des comptes. À l'heure actuelle, un membre du Conseil continue de faire blocage au renvoi de la situation à la Cour pénale internationale. C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts pour que les auteurs des atrocités de masse commises en Syrie et ailleurs, en dehors du pays, répondent de leurs actes. L'impunité ne peut pas prévaloir et ne prévaudra pas.

M. Llorentty Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Ma délégation tient à remercier de leurs exposés d'aujourd'hui l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, ainsi que le Directeur de la Division des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M. John Ging. Nous savons que leur responsabilité est immense. Je voudrais leur réaffirmer le plein appui de ma délégation à leurs travaux.

Nous exprimons une fois encore notre préoccupation quant à une possible escalade de la violence à Edleb, une ville qui, comme cela a été dit, abrite quelque 3 millions de personnes, dont 1,4 million sont des déplacés, parmi lesquels se trouvent de nombreux enfants qui pourraient éventuellement affronter une situation de déplacement, ce qui peut conduire à une catastrophe humanitaire, susceptible ainsi d'accroître le nombre de personnes qui ont perdu la vie au cours des huit années de ce conflit. À cet égard, nous considérons qu'il est urgent de mettre pleinement en œuvre la résolution 2401 (2018). Nous espérons que la réunion des signataires des accords d'Astana pourra faire la lumière sur la manière dont le Conseil peut combler ses aspirations. Nous appelons les parties à continuer de veiller au respect de ces accords. Nous réaffirmons que nous devons éviter toute exacerbation de la violence et, au contraire, faciliter l'accès de l'aide humanitaire aux 2,1 millions de civils qui en ont besoin à Edleb. À cette fin, il est essentiel de poursuivre la coopération actuelle afin de permettre une arrivée accrue de convois humanitaires, notamment de convois transfrontaliers.

Nous pensons que tout effort déployé ou toute mesure prise pour combattre le terrorisme exige nécessairement la protection des vies civiles et doit donc respecter les obligations découlant du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies et des conventions et protocoles internationaux pertinents. Nous attendons avec intérêt les suggestions que fera M. Staffan de Mistura concernant la protection des civils dans ce contexte.

Nous soulignons la nécessité de veiller à ce que les zones peuplées et l'ensemble du territoire soient débarrassés des restes explosifs de guerre, y compris dans la ville de Raqqa. Il s'agit là d'une tâche d'une importance cruciale et urgente, non seulement pour réduire les risques qui pèsent sur l'acheminement de l'aide humanitaire, mais aussi parce que des mesures doivent être prises pour éviter des morts parmi le personnel médical et humanitaire et, en définitive, parmi les civils

qui retourneront dans leur ville d'origine, notamment dans la province d'Edleb. En outre, nous rappelons que tout retour doit être volontaire et sans entrave, et se faire dans la dignité et la sécurité.

Nous réaffirmons qu'il importe que toutes les parties respectent les obligations que leur impose le droit international, en particulier le droit international humanitaire. Lorsque nous disons « toutes les parties », nous entendons ce qu'a noté le représentant de la Guinée équatoriale : non seulement les États directement concernés mais aussi les États finançant les groupes armés présents à Edleb.

Nous devons assurer la protection des civils, des écoles et des hôpitaux. Il est impératif que ces biens de caractère civil ne soient pas la cible d'attaques, de même que le personnel des diverses organisations humanitaires sur le terrain doit être protégé.

Nous rejetons toute tentative de division de la Syrie. Il appartient au peuple syrien de déterminer librement son avenir et son leadership politique dans un contexte de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale. Nous devons donc continuer d'appuyer les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie.

De plus, nous soulignons qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit en Syrie et que la seule alternative est un processus politique inclusif de dialogue négocié, approuvé et dirigé par le peuple syrien, au travers de l'application de la déclaration finale du Congrès pour le dialogue national syrien qui a eu lieu en janvier à Sotchi et la création d'une commission constitutionnelle, processus que l'ONU devra favoriser conformément au processus de Genève et à la résolution 2254 (2015).

Enfin, tout en soulignant que cette question relève de la responsabilité du Conseil de sécurité et de ses 15 membres, comme l'a dit le Représentant permanent du Pérou, les membres permanents ont une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous ne pouvons qu'espérer que, dans leur prise de décisions, ce ne sont pas leurs intérêts militaires qui l'emportent, mais plutôt les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

M^{me} Guadey (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous remercions l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, de son exposé. Nous appuyons et apprécions ses efforts inlassables dans la recherche d'une solution pacifique à

la crise syrienne et en réponse à la situation urgente et difficile à Edleb. Nous remercions également le Directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M. John Ging, de son exposé. Nous félicitons l'ONU et ses partenaires humanitaires de continuer à fournir une assistance indispensable à tous ceux qui en ont besoin dans des circonstances extrêmement difficiles.

Nous sommes préoccupés par la situation à Edleb et par la possibilité d'une catastrophe humanitaire si les combats s'intensifient. Nous reconnaissons qu'il y a des terroristes désignés par l'ONU à Edleb qui doivent être vaincus grâce à des efforts internationaux coordonnés. Ce qui nous inquiète, c'est que l'escalade militaire aggraverait la crise humanitaire dans une province où environ 1,4 million de personnes ont déjà été déplacées et intensifierait les souffrances des groupes vulnérables. Nous pensons donc que tout doit être fait pour protéger la vie de millions de civils. À cet égard, nous apprécions les consultations en cours, en particulier entre les pays garants du processus d'Astana, car Edleb est une zone de désescalade. Nous espérons sincèrement que le sommet clef des garants d'Astana qui se tient aujourd'hui débouchera sur un résultat productif et significatif menant vers une solution plus durable de la situation complexe d'Edleb.

Nous appelons également tous les États qui ont une influence sur les acteurs syriens à jouer un rôle constructif dans les efforts visant à éviter une catastrophe humanitaire à Edleb. Nous sommes convaincus que c'est dans ces situations difficiles que tous ceux qui ont de l'influence doivent travailler ensemble dans un véritable esprit de coopération, ce qui démontrerait la primauté et le pouvoir de la diplomatie.

Tout en préconisant une solution durable à la situation d'Edleb, nous estimons que l'action humanitaire de l'ONU et de ses partenaires humanitaires doit également être pleinement soutenue afin de continuer à atteindre tous ceux qui ont besoin d'une aide humanitaire. Cela nécessitera la protection des civils et des travailleurs humanitaires. À cet égard, l'offre de l'Envoyé spécial d'intervenir pour aider à assurer la sécurité des civils devrait être examinée dans le but ultime de faire tout ce qui est possible pour protéger les civils dans cette province.

Nous réaffirmons en outre que toutes les parties doivent garantir un accès humanitaire sûr, sans entrave et durable. De plus, comme nous l'a dit le Directeur Ging, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont besoin de fonds supplémentaires pour répondre aux besoins

humanitaires croissants et pour mettre en œuvre le plan de préparation qu'il a mentionné. C'est pourquoi nous encourageons tous les donateurs à accorder leur généreuse assistance.

Enfin, le peuple syrien connaît une tragédie indicible depuis les sept dernières années. Ce dont il a besoin et ce qu'il mérite, c'est une solution politique globale et durable qui réponde à ses aspirations légitimes. Bien que nous reconnaissons pleinement que notre priorité actuelle est d'éviter une nouvelle escalade militaire pour le bien des civils, la crise à Edleb et dans toute la Syrie ne peut être réglée que par le dialogue politique. Il n'y a pas de solution militaire. C'est pourquoi, en cette période décisive et critique, le Conseil de sécurité doit appuyer les efforts inlassables de l'Envoyé spécial, à la fois pour éviter le pire des scénarios à Edleb et pour créer une commission constitutionnelle pouvant aboutir au renforcement du processus politique, comme le préconise la résolution 2254 (2015).

À cet égard, nous notons avec satisfaction que l'Envoyé spécial a prévu des consultations la semaine prochaine avec les États concernés qui pourraient avoir une influence sur le processus. En fin de compte, c'est grâce à ces consultations et, plus important encore, à un dialogue global, dirigé et maîtrisé par la Syrie et facilité par l'ONU, que des solutions durables à la crise à Edleb et dans l'ensemble de la Syrie pourront être trouvées.

M. Umarov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous nous associons aux autres orateurs pour remercier l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, et le Directeur des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M. John Ging, de leurs exposés complets et très instructifs sur la question dont nous sommes saisis. L'évolution actuelle de la situation autour de la province d'Edleb pourrait facilement conduire à une détérioration de la situation humanitaire dans la région, ainsi qu'à de nouvelles pertes en vies humaines parmi les civils.

Rappelant que les forces militaires russes ont été invitées par le Gouvernement de la République arabe syrienne à lutter contre le terrorisme dans le pays, nous pensons que cela permettra la libération définitive de l'ensemble du territoire du pays, dans des conditions favorables à un règlement politique fondé sur la résolution 2254 (2015).

Nous encourageons les États garants du processus d'Astana et les autres parties prenantes à poursuivre les consultations sur la recherche de moyens pacifiques

de libérer la province d'Edleb des éléments terroristes. Séparer les groupes terroristes des forces modérées de l'opposition qui sont prêtes à négocier pacifiquement avec les forces gouvernementales pourrait être une voie à suivre, comme le suggère M. Staffan de Mistura.

Nous exhortons les parties au conflit à ne pas permettre qu'une catastrophe humanitaire se produise. Laisser la situation s'effondrer reviendrait à nier tous les bons efforts déployés pour résoudre la crise syrienne dans le cadre des pourparlers de Genève et du processus d'Astana.

Le Kazakhstan appuie l'intention de M. de Mistura de tenir des réunions les 10 et 11 septembre dans le cadre du processus d'Astana, d'autant que la situation autour d'Edleb s'aggrave. Nous apprécions le rôle constructif de l'Envoyé spécial des Nations Unies dans le processus de recherche d'un règlement politique en Syrie.

Nous espérons que le sommet des Présidents des États garants du processus d'Astana, à savoir la Russie, la Turquie et l'Iran, qui se tiendra à Téhéran, favorisera une décision mutuellement acceptable pour rétablir la confiance entre les parties au conflit, faciliter les progrès dans la situation humanitaire et dynamiser le processus vers une solution politique.

Nous appuyons également les efforts déployés par les États garants du processus d'Astana pour aider les Syriens à rétablir l'unité dans le pays et à parvenir à un règlement politique du conflit en cours par un dialogue sans exclusive. Cela peut se faire via l'adoption d'une constitution appuyée par le peuple syrien, sous une supervision appropriée de l'ONU. Le Kazakhstan appelle à intensifier les efforts conjoints visant à mettre en oeuvre les mesures de confiance décidées dans le cadre du processus d'Astana, notamment la libération des personnes détenues et enlevées, la remise des corps, l'identification des personnes disparues et autres arrangements.

Nous pensons que la communauté internationale doit orienter ses efforts conjoints vers la création des conditions d'un règlement du conflit intra-syrien par des moyens exclusivement pacifiques, afin de reconstruire ce pays dévasté et de remédier à la situation humanitaire complexe. Il nous faut aussi penser à créer les conditions propices au retour des nombreux réfugiés syriens. Le Kazakhstan estime que le redressement de la Syrie doit se poursuivre activement, quel que soit l'autorité en place. Le Kazakhstan est disposé à tout mettre en

oeuvre pour aider à régler les questions liées à la sécurité régionale et internationale.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Le Vice-Ministre koweïtien des affaires étrangères a parlé au nom de la Suède aussi ce matin, donc je vais être très très bref et revenir sur certains points clefs, qui ont déjà été abordés par lui et par d'autres intervenants.

Je crois qu'on a bien expliqué pourquoi la situation à Edleb est différente de celle qui prévalait à Alep, dans la Ghouta orientale et à Deraa. Elle est différente car ceux s'y trouvent n'ont plus nulle part où fuir. Trois millions de personnes s'y trouvent, on l'a dit, dont de nombreux enfants et déplacés. L'accent a été mis sur les conséquences catastrophiques d'une escalade militaire de grande ampleur, notamment par les personnalités qui ont présenté un exposé ce matin, M. John Ging et M. Staffan de Mistura. Beaucoup se sont déclarés vivement préoccupés par l'escalade – qu'ils voient déjà – de l'offensive militaire menée par la Syrie et la Russie, à qui on a rappelé qu'elles ont l'obligation, ainsi que les autres parties, de protéger les civils, conformément au droit international humanitaire. C'est à elles qu'il incombe au premier chef de prévenir une autre catastrophe humanitaire.

L'accent a aussi été mis sur la nécessité pour les garants d'Astana, qui sont réunis au plus haut niveau aujourd'hui, de mettre immédiatement en oeuvre leur propre accord de désescalade à Edleb et de donner priorité à la protection des civils. Beaucoup ont dit, et je veux le rappeler, qu'il est urgent que ces garants agissent maintenant pour prévenir l'énorme catastrophe humanitaire qui risque d'éclater sous nos yeux en cas d'offensive militaire de grande ampleur à Edleb.

Donc, si l'on sait clairement à qui incombent les responsabilités, le Conseil doit aussi continuer d'étudier sérieusement toutes les options préventives sérieuses. C'est pour cela que nous avons appuyé la tenue de la présente réunion, afin de permettre au Conseil de prévenir ce scénario, d'exprimer notre appui à M. De Mistura et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'insister en faveur d'une solution politique. Nous espérons que les appels clairs lancés publiquement ici aujourd'hui, ainsi qu'en début de semaine par les 10 membres élus et hier par les membres de l'Union européenne (voir S/PV.8344), produiront l'effet souhaité.

Mais nous sommes aussi prêts à engager – aujourd'hui, durant le week-end ou à tout

moment si nécessaire – des consultations étroites avec M. De Mistura pour étudier toutes les suggestions et propositions concrètes et constructives pour s’assurer que le Conseil assume aussi collectivement sa responsabilité et qu’il étudie et épuise toutes les actions préventives.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. De Mistura et M. Ging de leurs exposés. La présidence américaine a formulé de façon curieuse le thème de la réunion d’aujourd’hui, convoquée à l’initiative de certains membres du Conseil de sécurité pour examiner la situation au Moyen-Orient, l’accent étant mis sur la situation à Edleb, comme si Edleb était une entité étatique distincte. Nous voudrions rappeler au Conseil qu’Edleb est partie intégrante de la République arabe syrienne, dont personne ici, je l’espère, ne remet en question la souveraineté et l’intégrité territoriale.

À cet égard, M. De Mistura a dit très justement que les autorités syriennes ont tout à fait le droit de se battre pour reprendre le contrôle de l’ensemble de leur territoire. Qui plus est, c’est une obligation du Gouvernement syrien à l’égard de son peuple. Nous devons nous rappeler que dans l’est d’Alep, dans la Ghouta orientale, dans la banlieue sud de Damas, à Qalamoun, à Deraa, à Qouneitra et dans d’autres zones difficiles, ce ne sont pas des civils pacifiques qui ont été évacués, mais plutôt des combattants qui ont refusé de déposer leurs armes et de retourner à une vie normale en tant que citoyens respectueux de la loi.

Personne ne conteste le fait que dans la zone de désescalade d’Edleb, les terroristes du Front el-Nosra sont très nombreux et constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales. Ce sont précisément les opérations d’ampleur de ce groupe terroriste doté de fortes capacités militaires qui caractérisent la situation dans cette partie de la Syrie. Ses membres s’efforcent de maintenir la zone sous leur contrôle, et le statu quo actuel est inacceptable. Les accords de désescalade stipulent leur caractère temporaire, et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité indiquent clairement qu’aucun régime de cessation des hostilités ne s’applique aux organisations terroristes. La lutte contre ces dernières doit se poursuivre et nous n’avons cessé à cet égard d’appeler la communauté internationale à agir de manière décisive, selon la base des mêmes règles et en coopération. Il va de soi qu’il est inacceptable de préserver le potentiel terroriste pour atteindre des objectifs politiques, quels qu’ils soient. Il est inacceptable de prendre toutes sortes d’initiatives pour entraver le retour des réfugiés syriens

dans un pays qui a été en grande partie débarrassé des terroristes. Il est inacceptable de mettre tout en œuvre pour entraver le processus de reconstruction de la Syrie et de le subordonner à des conditions politiques. Cela montre qu’en réalité, nos partenaires occidentaux ne sont aucunement intéressés par le sort des civils ni par leurs dures épreuves.

À Edleb, les terroristes sont en train de mener des actions agressives. Ils prennent des millions de civils en otage, mènent des incursions dans les alentours et bombardent les villages et les localités avoisinantes. Le régime de cessation des hostilités est violé chaque jour des dizaines de fois. Les forces russes ont détruit 55 drones armés d’explosifs en provenance de la zone de désescalade. Le 4 septembre, des avions russes ont bombardé des cibles confirmées d’el-Nosra dans la province d’Edleb, loin des zones résidentielles. Il s’agissait de caches où étaient entreposés leurs drones et leurs munitions. Un site de stockage de systèmes portables de défense antiaérienne a également été détruit par des armes de haute précision. D’où les terroristes tiennent-ils de si grandes quantités de matériel militaire étranger? Les ont-ils obtenus directement auprès de ceux qui les fabriquent? Ou auprès de l’opposition dite modérée, qui n’a aucune difficulté à obtenir un appui de l’extérieur? Cette question doit faire sans délai l’objet d’une enquête de la part des organismes compétents des Nations Unies.

El-Nosra s’emploie à regrouper autour de lui des groupes armés illégaux tout aussi radicaux. Les chefs terroristes s’efforcent par tous les moyens d’empêcher les commandants sur le terrain et les chefs des administrations locales qui le souhaitent de quitter ces groupes, allant jusqu’à les éliminer physiquement. Un exemple typique de cette approche a été l’élimination de groupes de l’État islamique d’Iraq et du Levant qui ont refusé de rejoindre le Front el-Nosra. Ceux qui sont restés, non moins de 500 éléments, ont perdu le contrôle des régions qu’ils tenaient précédemment et sont passés dans la clandestinité.

Voici quelques chiffres. Dans la zone de désescalade d’Edleb, il y a entre 40 et 45 groupes armés, forts de quelques 50 000 hommes au total. La plus forte résistance vient du Front el-Nosra, avec 16 000 membres, et d’autres groupes non réconciliés, 11 300 hommes au total, formés pour la plupart de combattants étrangers et syriens qui ont les mains tâchées du sang des partisans de Damas. Parmi ceux-ci, il y a Hizb Al-Islami el-Turkistani, quelque 700 membres; Jeïch

el-Izza, non moins de 1000 membres; les éléments radicaux d'Ahrar el-Cham, non moins de 800 membres; Feïlak el-Rahman, environ 5500 membres; Haras eddine, environ 1500 membres; Nosrat el-Islam, environ 1900 membres; et Jabha el-Wataniya lil-Tahrir, avec non moins de 800 membres. Quelques groupes armés – Jabhat al-Wataniya lil-Tahrir et la branche radicale d'Ahrar el-Cham – dépendent complètement du Front el-Nosra. En outre, de nombreux éléments de ces groupes ne sont pas conciliants parce qu'ils y sont contraints, et ils restent loyaux envers les extrémistes parce qu'ils craignent pour leur vie et la sécurité de leurs familles.

Cependant, il reste des groupes, dont les effectifs s'élèvent à environ 13 300 membres, qui opèrent dans la zone et sont ouverts à la réconciliation. Cela englobe 2 300 membres de l'Armée syrienne libre, 4 000 membres de Nosrat el-Islam, 5 000 membres d'Ahrar el-Cham, 2 000 membres des Bataillons Nouredine Zanki et d'autres. D'autre part, la plupart des villages sont contrôlés par des unités d'autodéfense locales qui comptent entre 30 et 50 membres, soit environ 10 000 personnes, qui sont également disposées à faire la paix. Jusqu'à 80 % des habitants d'Edleb ne supportent plus la tyrannie des extrémistes et sont prêts à s'en remettre à l'État le plus tôt possible, un sentiment que partagent certains combattants qui ont pris conscience de la futilité d'une résistance armée. Ce sentiment est encouragé par la réussite de la réconciliation dans d'autres zones de désescalade, les garanties de sécurité données par la Russie et l'action qui est menée pour assurer le retour des réfugiés. Je tiens à souligner que les écoles et les installations médicales financées par le Gouvernement continuent de fonctionner à Edleb et que des crédits budgétaires sont affectés à l'appui des infrastructures vitales et au paiement des salaires des fonctionnaires.

La Fédération de Russie déploie des efforts considérables pour régler la situation à Edleb par la voie de négociations. À cette fin, des consultations intenses sont en cours avec les partenaires du processus d'Astana et avec les parties qui contrôlent la situation sur le terrain. Une réunion de haut niveau des pays garants se tient aujourd'hui à Téhéran.

Pour que l'on parvienne à une solution efficace, il faut séparer les groupes d'opposition armée qui souhaitent participer au processus politique des terroristes, qui restent une cible légitime et doivent être éliminés. De nombreux orateurs aujourd'hui ont

fait appel aux garants du processus d'Astana. Nous aussi nous tournons fréquemment vers nos partenaires occidentaux, mais ils ne répondent pas à nos appels. Malheureusement, les capitales occidentales, avec à leur tête Washington, qui tentent de prévenir la chute du régime de leurs clients aux tendances extrémistes, n'usent pas de leur influence et n'encouragent pas à la séparation. Au contraire, elles sont en train d'ourdir une nouvelle série de plans agressifs autour de provocations chimiques à grand retentissement. Nous avons l'impression qu'en encourageant l'hystérie à propos d'Edleb, nos partenaires occidentaux tentent par tous les moyens de prévenir la chute du dernier bastion terroriste en Syrie, et il s'agit davantage de géopolitique que de leur prétendue préoccupation humanitaire concernant la protection des civils.

La possibilité d'adhérer aux initiatives de réconciliation et de renforcer ainsi les tendances positives en Syrie demeure réelle. Staffan de Mistura, qui entretient des contacts actifs avec l'opposition syrienne dans le cadre de son mandat politique, pourrait lui communiquer le même message. Nous affirmons notre plein attachement à un processus politique dirigé par les Syriens sur la base de la résolution 2254 (2015). Je ne vais pas citer toutes les mesures que nous prenons pour faire avancer le processus politique. Nous appelons les autres partenaires à y contribuer réellement.

La campagne de propagande que fomentent les opposants à Damas en ce qui concerne Edleb suit à la lettre les scénarios prédits lorsqu'Alep et la Ghouta orientale ont été libérées, mais aucune de ces prédictions apocalyptiques ne s'est réalisée, contrairement à ce qui est arrivé à Raqqa, qui a été réduite en cendres par les frappes de la prétendue coalition. La question de l'occupation militaire de certaines zones de la Syrie par les pays occidentaux, notamment ses aspects humanitaires, mérite clairement de faire l'objet d'un débat spécifique au Conseil de sécurité.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration à titre national en ma qualité de représentante des États-Unis d'Amérique.

En premier lieu, je tiens à remercier M. Ging et M. De Mistura de nous avoir fourni les dernières informations concernant la situation désespérée à Edleb. Je salue également la déclaration faisant état de leur profonde préoccupation, publiée hier par les 10 membres élus du Conseil de sécurité.

Le régime d'Assad et ses complices, la Russie et l'Iran, ont un répertoire des pratiques pour cette guerre. Premièrement, ils encerclent une zone civile. Ensuite, ils recourent à l'argument ridicule selon lequel chaque résident de cette zone est un terroriste, et chaque homme, chaque femme et chaque enfant devient ainsi une cible. S'ensuit une campagne consistant à affamer la population pour qu'elle se rende, en menant des attaques incessantes jusqu'à ce que les gens n'aient plus de vivres, d'eau potable ou d'abri. C'est un manuel de la mort. Le régime d'Assad a passé les sept dernières années à le peaufiner avec l'aide de la Russie et de l'Iran. Cela s'est déjà produit à maintes reprises. En juillet, c'est à Deraa et dans le sud-est de la Syrie que le régime a pris au piège et assiégé des civils. En février, c'était la Ghouta orientale. L'année dernière, c'était l'est d'Alep, et avant cela, ce sont des endroits tels que Madaya et Hama qui ont été touchés. Sur son parcours, le régime d'Assad réduit son pays en cendres. Les atrocités commises par Al-Assad marqueront à jamais l'histoire et représenteront un point noir pour le Conseil, que la Russie n'a eu de cesse d'empêcher d'agir pour 'apporter une aide.

Une nouvelle offensive a débuté à Edleb. En dépit des avertissements sans équivoque du Président des États-Unis et d'autres dirigeants mondiaux, la Russie et le régime ont lancé des frappes aériennes contre des zones civiles. Les États-Unis se sont montrés très clairs à l'égard de la Russie et de la communauté internationale : nous estimons que toute attaque contre Edleb constitue une escalade dangereuse du conflit en Syrie. Si Al-Assad, la Russie et l'Iran persistent, les conséquences seront terribles. Nous avons entendu tout à l'heure que 3 millions de personnes sont menacées à Edleb – 99% sont des civils innocents. Pour donner un ordre de grandeur, cela représente 7,5 fois le nombre de personnes que le régime d'Assad a assiégées dans la Ghouta orientale, et près de 11 fois le nombre de personnes que le régime d'Assad a prises au piège dans l'est d'Alep. À l'époque, nous avons affirmé que le niveau de souffrance civile était insupportable. Que le Conseil puisse seulement l'imaginer, la situation à Edleb serait bien pire. Le régime d'Assad doit arrêter cette offensive. La Russie et l'Iran, qui ont de l'influence sur le régime, doivent empêcher cette catastrophe. Ils en ont la possibilité. Nos collègues russes prétendent rechercher une solution politique au conflit syrien; ils ne font pourtant rien pour y parvenir. S'ils appuient une offensive à Edleb, le monde connaîtra la véritable

position de la Russie eu égard à l'appui aux pourparlers de paix.

Les États-Unis sont profondément préoccupés par la présence de terroristes à Edleb. Il existe de nombreux moyens de cibler ces groupes efficacement sans causer une catastrophe humanitaire. Toutefois, lorsque la Russie et le régime d'Assad disent vouloir combattre le terrorisme, cela signifie qu'ils veulent bombarder des écoles, des hôpitaux et des maisons. Ils veulent punir les civils qui ont eu le courage de se soulever contre Al-Assad. Lorsque le régime traite les courageux Casques blancs de terroristes, nous savons qu'il n'est pas sérieux lorsqu'il affirme vouloir combattre le terrorisme. Les États-Unis ne coopéreront pas avec la Russie alors que le régime d'Assad massacre des civils innocents.

La Russie veut également que les États-Unis et la communauté internationale fournissent de l'argent pour reconstruire la Syrie. Traduction : ils veulent que nous déblayions les routes, les ponts et les maisons que les avions russes, les milices soutenues par l'Iran et les bombes syriennes ont détruits. Les États-Unis n'accorderont aucune attention à ces demandes d'aide à la reconstruction tant qu'ils ne constateront pas des résultats concrets dans le cadre d'un processus politique véritable qui mette fin à la guerre et garantisse la liberté au peuple syrien. Personne d'autre ne devrait leur en accorder. Ce serait absurde. Le contribuable des États-Unis ne va assurément pas subventionner la campagne de destruction menée par Al-Assad.

Il est encore temps de rechercher une autre solution. Les États-Unis veulent qu'un règlement politique se dégage en Syrie, un règlement fondé sur la feuille de route énoncée dans la résolution 2254 (2015). Pour cela, il faut un dialogue véritable entre les Syriens et rédiger une nouvelle Constitution, en vue d'élections véritablement libres et régulières.

Pour la Russie, cependant, continuer d'appuyer ce dictateur meurtrier et de s'isoler de la communauté internationale n'est pas le bon choix. Une offensive à Edleb ne fera qu'affaiblir et briser encore davantage la Syrie, et conduira à l'émergence de générations de Syriens qui n'oublieront jamais la brutalité odieuse et aveugle du régime d'Assad et de ses alliés.

Nous exhortons la Russie à réfléchir aux options dont elle dispose, à empêcher l'attaque d'Al-Assad sur Edleb et à collaborer avec nous – avec l'ONU et les partenaires internationaux – pour que la Syrie trouve enfin la paix. Le Secrétaire général et l'écrasante

majorité des membres du Conseil ont présenté leur position sans aucune ambiguïté : la Russie doit se montrer à la hauteur de ses responsabilités et mettre fin aux combats. Il n'y a pas d'autre option pour le peuple de Syrie. Il a suffisamment souffert.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je donne de nouveau la parole à M. De Mistura, qui a des observations supplémentaires à faire.

M. De Mistura (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner de nouveau la parole. Je crois que, cette fois, c'était nécessaire parce que la présente séance est potentiellement cruciale. D'ailleurs, nous espérions et nous espérons toujours que c'est aussi le cas de la réunion de Téhéran. D'après ce que nous avons entendu, des discussions importantes ont eu lieu. En effet, le temps presse.

Qu'il me soit permis de commencer par une image. Je ne sais pas si les membres du Conseil peuvent la voir correctement, mais j'ai ici une image de femmes tenant des bougies. Ce sont des civiles, comme 98,8% de la population d'Edleb. Elles sont la première de nos priorités.

J'ai reçu une lettre envoyée par 1 000 femmes de la province d'Edleb – des femmes et des mères, pas des terroristes – qui nous exhortent tous à nous souvenir qu'elles sont des civiles, des déplacées, des enseignantes, des médecins, des infirmières, des ingénieurs, des écrivains et des femmes au foyer, et qu'elles viennent de multiples régions de la Syrie. Edleb incarne ainsi la mosaïque qu'est la Syrie. Il est vrai que nombre des combattants qui ont été évacués – qui ont décidé d'opter pour la réconciliation, d'évacuer, ou quelle que soit la terminologie employée – s'y sont également rendus, mais ils forment un tout petit groupe par rapport à celles auxquelles je suis en train de faire référence. Dans leur lettre, ces femmes disaient :

« Nous vous invitons à Edleb, M. De Mistura, afin que vous puissiez vous rendre compte par vous-même et que vous puissiez dire au monde entier que nous sommes la population civile d'Edleb dont les voix ont été muselées et qui ne sont pas entendues. Les civils souffrent depuis plusieurs années, et nous espérons qu'ils n'auront pas à souffrir plus longtemps. Nous voulons un pays sans guerre, et nous voulons un avenir dans lequel nous puissions vivre. »

Elles aussi sont contre le terrorisme, mais elles ne peuvent pas le montrer parce que la situation est très difficile. Toutefois, elles ne s'attendent pas à être bombardées tandis que l'on identifie les terroristes ou qu'on décide de leur sort.

Je vais entrer dans certains aspects plus concrets.

Si nous avons tous à cœur de nous réunir aujourd'hui, c'est parce qu'une réunion importante se tient à Téhéran entre les chefs d'État de l'Iran, de la Turquie et de la Russie. Comme nous le savons, les formules qui seront prochainement appliquées à Edleb sont intensément débattues. Nous ne connaissons pas les détails de ce qui a été discuté, ni les conclusions de ces entretiens. Ce que je retiens de leur réunion, c'est qu'il faut du temps, mais que le temps nous est compté. J'espère qu'ils auront et que nous aussi aurons davantage de temps pour délibérer, afin d'éviter ce que nous avons tous appelé une catastrophe potentielle, comme l'a redit le Président Erdoğan aujourd'hui.

Selon certaines informations, le Président Erdoğan a avancé certaines idées, et je crois comprendre qu'elles étaient très concrètes. Nous n'en avons pas encore pris connaissance, et nous attendons avec intérêt d'en apprendre davantage lorsque nous rencontrerons nos partenaires et collègues turcs en début de semaine prochaine – peut-être le Conseil en apprendra-t-il lui aussi davantage. Les premiers signes laissent à penser qu'ils entendent continuer à débattre de la manière de mettre en œuvre certaines idées. Sur cette base, je voudrais également proposer ma propre idée. Il s'agit en fait d'une idée que j'ai entendu évoquer par la société civile. Je sais que certains parlent de société civile alors qu'ils sont peut-être en train de parler de terroristes, mais les personnes auxquelles je fais référence sont tout à fait normales, et elles font simplement part de leurs peurs, s'agissant de leur situation actuelle et de ce qui risque de se produire.

Le principal dilemme qui nous est systématiquement mentionné – et c'est bien d'un dilemme qu'il s'agit, je le ressens moi aussi – relève un peu de la quadrature d'un terrible cercle : comment gère-t-on la présence de plusieurs terroristes inscrits sur la liste de l'ONU? Nous savons qu'ils sont terroristes, puisqu'ils ont été clairement identifiés, mais ils ne sont qu'un nombre restreint par rapport à 2,9 millions de civils. Et puis il y a près de 3 millions de personnes qui se trouvent prises en porte-à-faux, et qui ne veulent pas être prises en porte-à-faux.

Le mot clef que j'entends, qui a également été mentionné à Téhéran et que nous entendons depuis au moins trois ans, est « séparation ». Comment peut-on séparer des groupes terroristes inscrits sur la liste ou d'autres groupes armés qui ne sont pas des terroristes et qui sont susceptibles d'être « réconciliés » – ou, du moins, pour lesquels on peut adopter une approche différente – et la population générale? Je crois que même la déclaration conjointe publiée à Téhéran en parle au paragraphe 4. Penchons-nous donc sur cette question. C'est ici que nous devons nous montrer plus créatifs.

Il me semble qu'un responsable gouvernemental a ouvertement demandé pourquoi l'ONU ne trouvait pas d'idées sur la façon de les séparer. Je conviens que ce n'est pas facile. Toutefois, voici un plan à envisager : renverser la situation. Nous disons sans cesse qu'il n'y plus d'habitants d'Edleb à Edleb – je le dis, les membres du Conseil le disent, et à juste titre. Cela étant, les membres du Conseil sont-ils sûrs qu'il n'y a plus d'habitants d'Edleb à Edleb? Je m'explique : la population ne devrait peut-être pas s'exiler. Ceux qui devraient quitter les agglomérations et les villages, ce sont les combattants – le Front el-Nosra.

Ce genre d'idée est potentiellement réalisable et repose sur certaines hypothèses. La première hypothèse est que la grande majorité, c'est-à-dire 98,5 ou 98,8 %, de la population d'Edleb sont des civils, qui peuvent se faire entendre. Ce sont eux qui nous le disent. Ils veulent se faire entendre. Et ils peuvent se faire entendre pour aboutir à la séparation dont nous parlons. La deuxième hypothèse est que la Turquie s'inquiète globalement beaucoup d'une éventuelle catastrophe. C'est le Président Erdoğan qui l'a dit. La Turquie a de l'influence – nous le savons, la Turquie le sait – sur les groupes armés présents dans la région, et elle est à même d'user de cette influence.

La Russie, l'Iran et le Gouvernement syrien ont déclaré que leur priorité est de venir à bout des terroristes à Edleb, ou de parvenir à leur séparation. Comment ne pas être d'accord avec cela? Si tel est le cas, l'objectif principal d'un plan serait d'abord d'épargner la vie des civils et d'éviter un exode massif, car ce serait un problème. Nous pouvons y faire face s'il s'agissait de 700 000 ou 800 000 personnes, mais il y en a trois millions. Dans quelle direction iront-elles? Vers la Turquie ou vers la zone gouvernementale, où elles ont peur de se rendre? Il est donc important d'éviter une telle situation.

Deuxièmement, nous pourrions peut-être envisager d'apporter notre concours pour séparer la population en tant que telle des extrémistes et des terroristes, et les terroristes d'autres groupes. En quoi consisterait un tel plan? Idéalement, il faudrait donner à tous les combattants un ultimatum pour transférer leurs troupes et leurs bases loin – je le répète, loin – des agglomérations et des villages. Donc, les agglomérations seraient sous le contrôle des conseils civils locaux et de la police locale. Cela s'appliquerait en particulier aux membres du Front el-Nosra, qui devraient être informés par les garants – en particulier la Turquie, qui est en mesure de leur envoyer des messages forts – qu'ils doivent évacuer les maisons et les villages. Dans le même temps – et c'est le message que j'ai reçu de la population – il faudrait une campagne médiatique pour indiquer que c'est ce qui a été demandé à ces groupes armés, à savoir de partir. « Ne restez pas dans ma maison. Ne restez pas dans ma ville. » Trois millions de personnes peuvent être mobilisées dans ce contexte.

Avons-nous des exemples qui le prouvent? Cette mobilisation sociale s'est déjà intensifiée. Nous avons vu non seulement des bougies qui ont été allumées, mais aussi des manifestations qui ont été organisées sans la bannière du Front el-Nosra. Aujourd'hui, le Front el-Nosra a essayé de faire flotter son drapeau. Les gens ont dit : « Non, nous ne voulons pas cela; nous voulons rappeler à tout le monde que nous sommes des civils ». Trois millions de personnes ont voix au chapitre, et elles peuvent faire entendre leur voix si elles comprennent que nous sommes sérieux. Bien entendu, il faudrait que la Fédération de Russie se porte garant d'un tel plan, avec la Turquie, qui jouerait un rôle clef dans cet effort, et que la population soit sensibilisée et mobilisée pour faire entendre effectivement sa voix et dire aux combattants qu'il n'y aura pas d'attaques aériennes ni d'attaques militaires d'envergure contre les agglomérations. Sinon, tout cela ne servirait à rien.

Ce n'est pas le seul plan et il pourrait être un plan parmi tant d'autres; qui sait, c'est peut-être ce plan que le Président Erdoğan a proposé au Président Poutine. Je n'en sais rien. Ce plan est basé sur le bon sens des populations que les Nations Unies sont censées représenter parfois – n'est-ce pas vrai? –, surtout dans ce genre de situation où elles se trouvent actuellement. Avant tout, la Russie et la Turquie, avec l'Iran, doivent se porter garants de ce plan. Ensuite, le Conseil de sécurité pourrait l'appuyer.

Pour terminer, je crois que nous – y compris moi-même – ne cessons d'exprimer des préoccupations, en disant à quel point la situation pourrait devenir tragique et terrible et en mettant en garde contre cette situation, alors que ce qu'il nous faut, ce sont des plans concrets. Les habitants d'Edleb m'en ont présenté un.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. De Mistura d'avoir communiqué ces informations complémentaires venant des citoyens syriens.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Syrie.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord donner au Conseil de sécurité quelques informations concernant le processus d'Astana. Le processus d'Astana – comme les membres du Conseil le savent, j'ai participé aux délibérations qui ont abouti à l'accord d'Astana 4 – visait à créer des zones de désescalade en Syrie. Il s'agissait d'un accord temporaire portant sur une période de six mois, renouvelable à condition que les groupes armés parties à l'accord d'Astana 4 respectent le cessez-le-feu et se dissocient des groupes terroristes. Tel n'a pas été le cas à Edleb.

Ces groupes armés ont refusé de se dissocier des groupes terroristes. En fait, pour être précis, ce ne sont pas les groupes armés qui ont refusé de se dissocier des groupes terroristes; ce sont les parrains des groupes armés et des groupes terroristes qui ont refusé de le faire alors que les groupes armés avaient accepté l'accord d'Astana 4. Il n'y a donc pas eu de dissociation dans la ville d'Edleb. Qui plus est, les terroristes qui se trouvent à Edleb ont lancé 400 drones contre la base russe d'Hmeimim à Lattaquié. Ils bombardent également la ville d'Alep presque chaque jour depuis plus d'un an et demi, depuis que l'accord d'Astana 4 a été conclu. Par conséquent, ceux qui disent qu'Edleb est une zone de désescalade se trompent parce qu'ils ne sont pas au courant de la situation sur le terrain. Il n'y a pas de zone de désescalade à Edleb parce que les groupes armés n'ont pas respecté les dispositions de l'accord d'Astana.

Ceci n'était qu'une introduction pour expliquer aux membres du Conseil le sens du processus d'Astana et comment nous en sommes arrivés à la situation actuelle à Edleb. Bien sûr, l'histoire remonte à bien plus loin. Comme le Conseil le sait, tout a commencé à la conférence de Vienne en novembre 2015, à laquelle la Syrie n'a pas participé et n'a même pas été invitée. Lors de cette conférence, les participants ont décidé de

demander à la Jordanie d'établir des listes indiquant qui est et qui n'est pas terroriste. Ils ont demandé à l'Arabie saoudite d'indiquer qui fait partie de l'opposition ou non. Cela n'a pas été fait jusqu'à présent, ce qui explique la situation actuelle. En effet, les pays qui parrainent le terrorisme ne veulent pas faire la distinction entre les terroristes et l'opposition armée.

Dans le cadre du processus d'Astana, on a essayé de trouver une solution à ce problème en établissant des zones de désescalade. Malheureusement, le processus a échoué à Edleb pour la même raison, parce que les parrains des groupes armés et des groupes terroristes n'ont pas respecté les décisions prises à la Conférence de Vienne en 2014 et l'accord d'Astana 4. Ma collègue britannique a dit qu'il y avait 50 000 terroristes à Edleb. M. De Mistura a parlé de quelques hommes armés à Edleb. Toutefois, je voudrais dire à ma chère collègue, l'Ambassadrice britannique, que nous parlons de 50 000 terroristes. Pourrait-elle imaginer un jour voir 50 000 terroristes à Manchester, faisant des ravages, alors que nous les qualifions d'opposition armée britannique modérée? Et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires leur fournirait une aide humanitaire pour qu'ils puissent survivre à Manchester? Ce serait absurde.

Ironie du sort, de nombreux États Membres de l'Organisation sont aujourd'hui confrontés à un défi sans précédent, à savoir que la présidence du Conseil joue en même temps le rôle d'adversaire et d'arbitre. Hier, Madame la Présidente, vous avez imposé l'inscription de la question du Nicaragua à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, alors que la situation dans ce pays ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité internationales. Aujourd'hui, vous imposez une discussion sur une région chère de mon pays, Edleb. Demain, ce sera le tour du Venezuela et de l'Iran, selon ce que nous avons cru comprendre du programme de travail de ce mois-ci.

L'amère hostilité dont nous faisons l'objet depuis des décennies n'a jamais été notre choix, parce que nous sommes l'un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Nous croyons en la paix et en la nécessité d'épargner à l'humanité le fléau de la guerre. Il est devenu pratique courante pour trois pays occidentaux qui sont des membres permanents du Conseil de sécurité d'utiliser leur présidence du Conseil pour rallier d'autres membres contre mon pays et mon gouvernement. Ils tiennent des centaines de séances, tirent la sonnette d'alarme, lancent des accusations

contre nous et utilisent un langage menaçant chaque fois que l'armée syrienne et ses alliés progressent dans la lutte contre les groupes terroristes armés qui sont les instruments utilisés par ces pays.

Pour la millième fois, nous soulignons dans cette salle que les Gouvernements de ces trois pays occidentaux et leurs instruments dans la région sont la cause principale et directe des souffrances de notre peuple à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ils alimentent le conflit en Syrie et font tout leur possible pour le perpétuer en investissant dans le terrorisme takfiriste, le terrorisme wahhabite et le terrorisme saoudien, qu'ils ont inventés dans les années 80. Leurs services de renseignement ont inventé des noms trompeurs pour désigner les terroristes, tels que le Califat, l'Armée de l'islam, Jund Al-Islam, le Front el-Nosra, l'Armée islamique du Turkestan et le mouvement Nouredine Zanki. Tous ces noms n'ont absolument rien à voir avec la Syrie. Ils utilisent ces groupes pour servir leur politique étrangère et pour se venger des pays qui rejettent leurs diktats.

Toute mesure prise par le Gouvernement syrien pour expulser des organisations terroristes de la province syrienne d'Edleb – Edleb n'est pas en Somalie – est un droit légitime et souverain en vertu du droit international, de la Charte des Nations Unies, des résolutions du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme et des accords d'Astana. Ces mesures sont prises en réponse aux demandes de millions de Syriens, notamment les habitants d'Edleb qui sont assiégés par des organisations terroristes. Chaque jour, le Gouvernement reçoit des milliers d'appels de notre peuple à Edleb, nous demandant de le libérer du terrorisme.

Aucun pays ni aucune entité n'a le droit de restreindre notre droit souverain ou d'utiliser les souffrances des civils à Edleb comme prétexte pour faire du troc politique ou médiatique afin de dissuader le Gouvernement syrien de rétablir la sécurité, la stabilité et la normalité dans cette province syrienne. La défense des groupes terroristes opérant à Edleb et dans les environs est une tentative désespérée de sauver ces groupes et de prolonger leur existence en vue de les recycler et de les envoyer ensuite en tant qu'oppositions « modérées » lourdement armées dans d'autres pays, comme le Yémen, l'Iraq, l'Afghanistan et le Nigéria.

L'État syrien est fermement résolu à assurer la sécurité de son peuple. C'est pourquoi nous avons clairement affirmé que la réconciliation est notre priorité. Nous avons donné aux groupes armés d'Edleb beaucoup de temps pour déposer les armes, se rallier

au processus de réconciliation et se dissocier des organisations terroristes non couvertes par l'accord issu du quatrième cycle de négociations d'Astana. À cet égard, ceux qui ont facilité l'entrée de combattants terroristes étrangers dans mon pays – l'ONU et le Secrétariat les appellent des acteurs non étatiques, et non des terroristes; l'Ambassadeur de France utilise le terme « djihadistes », et non « terroristes » –, en particulier le Gouvernement turc, ont encore une chance de les faire sortir de la province d'Edleb, tout comme ils l'ont fait avec des éléments des Casques blancs qui ont été envoyés à Edleb, avec la coopération d'Israël et de la Jordanie, pour commettre de nouveaux crimes terroristes avec des armes chimiques.

Si des groupes terroristes armés refusent de déposer leurs armes et de quitter la Syrie, le Gouvernement syrien est prêt à assumer ses responsabilités humanitaires et à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils; pour leur garantir des couloirs sûrs afin de quitter Edleb; et pour leur fournir abri, nourriture et soins médicaux, comme dans d'autres situations analogues. L'objectif est de libérer la province d'Edleb du Front el-Nosra, qui est une organisation terroriste désignée comme telle, ainsi que d'autres groupes terroristes affiliés non couverts par les accords d'Astana. Le Gouvernement syrien a également demandé à toutes les organisations internationales opérant en Syrie de se préparer à répondre aux besoins humanitaires urgents.

Alors que je parle du Front el-Nosra, je note que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Ukraine ont continué pendant une année complète au Conseil de rejeter notre demande d'ajouter Hay'at Tahrir el-Cham – qui signifie le Front el-Nosra, qui signifie Al-Qaida, qui signifie les criminels qui ont attaqué New York – à la liste des terroristes dressée par le Conseil. Toutefois, il y a un mois, nous avons soudainement appris que Washington avait approuvé la désignation de Hay'at Tahrir el-Cham comme groupe terroriste affilié au Front el-Nosra, qui signifie Al-Qaida.

La République arabe syrienne est déterminée à lutter contre le terrorisme, à l'éradiquer et à libérer tous les territoires syriens du terrorisme et de l'occupation étrangère sous toutes ses formes et manifestations. Aujourd'hui, l'appui à la Syrie sert de révélateur des bonnes intentions, du respect du droit international et de la Charte et de la crédibilité dans la guerre contre le terrorisme. Nous avons fourni au Conseil des informations sur l'intention des organisations terroristes

et des Casques blancs d'utiliser des substances chimiques pour ensuite accuser le Gouvernement syrien et ouvrir la voie à un nouvel acte d'agression tripartite. Nous appelons les trois pays qui ont une influence sur les organisations terroristes à les empêcher d'utiliser des armes ou des substances chimiques comme prétexte permettant une ingérence et une agression directe de leurs garants contre mon pays.

Je voudrais communiquer une bonne nouvelle au Conseil, à savoir qu'ils n'ont pas réussi à investir dans le terrorisme en Syrie. Libérer Edleb du Front el-Nosra et d'autres organisations terroristes serait pour eux le coup de grâce. Cela anéantirait les espoirs de ceux qui ont investi des milliards de dollars dans le terrorisme et dont les pleurs résonnent dans les couloirs de l'Organisation, tout comme lorsque l'armée syrienne a libéré les districts orientaux d'Alep, la Ghouta orientale, Deraa, Qouneïtra et leurs zones rurales.

Pour terminer, j'aimerais répondre à mon collègue, le Vice-Ministre des affaires étrangères du Koweït. Je lui rappelle que Waleed Al-Tabtabaie, un membre de l'Assemblée nationale koweïtienne, a organisé une

campagne pour envoyer des terroristes en Syrie en 2012. La campagne s'intitulait « Allez vous battre pour le djihad en Syrie ». Je parle ici d'un membre du Parlement koweïtien, appuyé bien sûr par des terroristes takfiristes et salafistes qui sont également membres du Parlement koweïtien. Un autre Koweïtien, Shafi Al-Ajmi, qui a été ajouté à la liste des terroristes sur notre demande, bien que d'autres membres aient refusé de le faire pendant plusieurs années, affirme qu'il est un chef religieux. Il a envoyé des milliers de terroristes et des milliards de dollars pour appuyer le terrorisme dans mon pays. En 2012, le *New York Times* a publié un long article sur un membre de l'armée koweïtienne, un certain sergent Al-Mutairi, prétendant qu'il avait envoyé des terroristes et 500 millions de dollars pour parrainer le terrorisme dans mon pays. C'est ce que nous avons reçu de nos frères du Koweït. Le Koweït nous appelle frères, mais je ne sais pas très bien quel genre de frères sont ces gens-là. Même Caïn et Abel n'étaient pas ce genre de frères. Lorsque nous étions aux côtés du Koweït, nous n'avons pas envoyé de terroristes au Koweït. Nous avons envoyé des forces militaires pour protéger le Koweït.

La séance est levée à midi.